



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Jobs, Growth and Long-term
Prosperity Act**

**Loi sur l'emploi, la croissance et
la prospérité durable**

S.C. 2012, c. 19

L.C. 2012, ch. 19

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

Last amended on February 4, 2020

Dernière modification le 4 février 2020

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. The last amendments came into force on February 4, 2020. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 4 février 2020. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 29, 2012 and other measures

Short Title

1 Short title

PART 1

Amendments to the Income Tax Act, a Related Act and the Income Tax Regulations

Income Tax Act

Governor General's Act

Income Tax Regulations

PART 2

Measures Relating to Sales and Excise Taxes

Excise Tax Act

Air Travellers Security Charge Act

Excise Act, 2001

Value of Imported Goods (GST/HST) Regulations

Non-Taxable Imported Goods (GST/HST) Regulations

New Harmonized Value-added Tax System Regulations, No. 2

PART 3

Responsible Resource Development

DIVISION 1

Environmental Assessment

Enactment of the Canadian Environmental Assessment Act, 2012

52 Enactment

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures

Titre abrégé

1 Titre abrégé

PARTIE 1

Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu, d'une loi connexe et du Règlement de l'impôt sur le revenu

Loi de l'impôt sur le revenu

Loi sur le gouverneur général

Règlement de l'impôt sur le revenu

PARTIE 2

Mesures relatives aux taxes de vente et d'accise

Loi sur la taxe d'accise

Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Loi de 2001 sur l'accise

Règlement sur la valeur des importations (TPS/TVH)

Règlement sur les produits importés non taxables (TPS/TVH)

Règlement n° 2 sur le nouveau régime de la taxe à valeur ajoutée harmonisée

PARTIE 3

Développement responsable des ressources

SECTION 1

Évaluation environnementale

Édition de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)

52 Édition

	Related Amendments to the Environmental Violations Administrative Monetary Penalties Act	Modifications connexes à la Loi sur les pénalités administratives en matière d'environnement
	Consequential Amendments	Modifications corrélatives
	Access to Information Act	Loi sur l'accès à l'information
	Export Development Act	Loi sur le développement des exportations
	First Nations Land Management Act	Loi sur la gestion des terres des premières nations
	Species at Risk Act	Loi sur les espèces en péril
	Antarctic Environmental Protection Act	Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique
	First Nations Oil and Gas and Moneys Management Act	Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières Nations
	First Nations Commercial and Industrial Development Act	Loi sur le développement commercial et industriel des premières nations
	Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
	Repeal	Abrogation
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*67	Order in council	*67 Décret
	DIVISION 2	SECTION 2
	National Energy Board Act	Loi sur l'Office national de l'énergie
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Transitional Provisions	Dispositions transitoires
	Related and Consequential Amendments	Modifications connexes et corrélatives
	Federal Courts Act	Loi sur les Cours fédérales
	Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
	Northern Pipeline Act	Loi sur le pipe-line du Nord
	An Act to amend the National Energy Board Act and to repeal certain enactments in consequence thereof	Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie et abrogeant certaines lois en conséquence
	Coming into Force	Entrée en vigueur
115	Order in council	115 Décret
	DIVISION 3	SECTION 3
	Canada Oil and Gas Operations Act	Loi sur les opérations pétrolières au Canada
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*121	Order in council	*121 Décret
	DIVISION 4	SECTION 4
	Nuclear Safety and Control Act	Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*131	Order in council	*131 Décret

DIVISION 5		SECTION 5
Fisheries Act		Loi sur les pêches
Amendments to the Act		Modification de la loi
Coming into Force		Entrée en vigueur
*156 Order in council	*156	Décret
DIVISION 6		SECTION 6
Canadian Environmental Protection Act, 1999		Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)
Amendments to the Act		Modification de la loi
Coming into Force		Entrée en vigueur
*162 Order in council	*162	Décret
DIVISION 7		SECTION 7
Species at Risk Act		Loi sur les espèces en péril
PART 4		PARTIE 4
Various Measures		Diverses mesures
DIVISION 1		SECTION 1
Measures with Respect to the Auditor General of Canada		Mesures relatives au vérificateur général du Canada
Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act		Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
Currency Act		Loi sur la monnaie
Natural Sciences and Engineering Research Council Act		Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Northern Pipeline Act		Loi sur le pipe-line du Nord
Social Sciences and Humanities Research Council Act		Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines
Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act		Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports
Canadian Polar Commission Act		Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires
National Round Table on the Environment and the Economy Act		Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie
Yukon Surface Rights Board Act		Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon
Canadian Food Inspection Agency Act		Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments
Canada Revenue Agency Act		Loi sur l'Agence du revenu du Canada
Canadian Institutes of Health Research Act		Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada

Transitional Provisions		Dispositions transitoires	
193	Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act	193	Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
194	Currency Act	194	Loi sur la monnaie
195	Natural Sciences and Engineering Research Council Act	195	Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
196	Northern Pipeline Act	196	Loi sur le pipe-line du Nord
197	Social Sciences and Humanities Research Council Act	197	Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines
198	Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act	198	Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports
199	Canadian Polar Commission Act	199	Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires
200	National Round Table on the Environment and the Economy Act	200	Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie
201	Yukon Surface Rights Board Act	201	Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon
202	Canadian Food Inspection Agency Act	202	Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments
203	Canada Revenue Agency Act	203	Loi sur l'Agence du revenu du Canada
204	Canadian Institutes of Health Research Act	204	Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada
DIVISION 2			
Life Annuity-like Products		Produits analogues aux rentes viagères	
Trust and Loan Companies Act		Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt	
Bank Act		Loi sur les banques	
Cooperative Credit Associations Act		Loi sur les associations coopératives de crédit	
DIVISION 3			
PPP Canada Inc.		PPP Canada Inc.	
209	Definitions	209	Définitions
209.1	Acquisition of shares	209.1	Acquisition des actions
210	Status of PPP Canada Inc.	210	Statut de la société PPP Canada Inc.
211	Agent for certain activities	211	Statut de mandataire pour certaines activités
211.1	Order in council	211.1	Décret
212	Her Majesty not liable	212	Absence de responsabilité pour Sa Majesté
DIVISION 4			
Territorial Borrowing Limits		Plafond des emprunts des territoires	
Northwest Territories Act		Loi sur les Territoires du Nord-Ouest	
Nunavut Act		Loi sur le Nunavut	
Yukon Act		Loi sur le Yukon	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*217	Order in council	*217	Décret

DIVISION 5		SECTION 5
Reporting Requirements		Obligations de faire rapport
Financial Administration Act		Loi sur la gestion des finances publiques
Alternative Fuels Act		Loi sur les carburants de remplacement
Public Service Employment Act		Loi sur l'emploi dans la fonction publique
DIVISION 6		SECTION 6
Social Security Tribunal and Service Delivery		Tribunal de la sécurité sociale et fourniture de services
Department of Human Resources and Skills Development Act		Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
Canada Pension Plan		Régime de pensions du Canada
Old Age Security Act		Loi sur la sécurité de la vieillesse
Employment Insurance Act		Loi sur l'assurance-emploi
Transitional Provisions		Dispositions transitoires
Interpretation and General		Définitions et généralités
Canada Pension Plan		Régime de pensions du Canada
Employment Insurance Act		Loi sur l'assurance-emploi
Consequential Amendments		Modifications corrélatives
Access to Information Act		Loi sur l'accès à l'information
Federal Courts Act		Loi sur les Cours fédérales
Labour Adjustment Benefits Act		Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs
Privacy Act		Loi sur la protection des renseignements personnels
Income Tax Act		Loi de l'impôt sur le revenu
Public Sector Compensation Act		Loi sur la rémunération du secteur public
Coming into Force		Entrée en vigueur
281	April 1, 2013	281 1 ^{er} avril 2013
DIVISION 7		SECTION 7
Consolidation of Privacy Codes		Fusion des codes de protection des renseignements personnels
Department of Human Resources and Skills Development Act		Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
Canada Pension Plan		Régime de pensions du Canada
Old Age Security Act		Loi sur la sécurité de la vieillesse
Consequential Amendments		Modifications corrélatives
Access to Information Act		Loi sur l'accès à l'information
Income Tax Act		Loi de l'impôt sur le revenu
Coming into Force		Entrée en vigueur
*303	Order in council	*303 Décret

DIVISION 8		SECTION 8
Social Insurance Number Cards		Carte d'assurance sociale
Department of Human Resources and Skills Development Act		Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
Canada Pension Plan		Régime de pensions du Canada
Employment Insurance Act		Loi sur l'assurance-emploi
Consequential Amendments		Modifications corrélatives
Farm Income Protection Act		Loi sur la protection du revenu agricole
Immigration and Refugee Protection Act		Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
Wage Earner Protection Program Act		Loi sur le Programme de protection des salariés
Coordinating Amendment		Disposition de coordination
Coming into Force		Entrée en vigueur
*314 Order in council	*314	Décret
DIVISION 9		SECTION 9
Amendments Relating to the Parks Canada Agency		Modifications relatives à l'Agence Parcs Canada
Parks Canada Agency Act		Loi sur l'Agence Parcs Canada
Canada National Parks Act		Loi sur les parcs nationaux du Canada
Canada National Marine Conservation Areas Act		Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada
DIVISION 10		SECTION 10
Financial Institutions		Institutions financières
Trust and Loan Companies Act		Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
Bank Act		Loi sur les banques
Insurance Companies Act		Loi sur les sociétés d'assurances
Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
DIVISION 11		SECTION 11
Canada Mortgage and Housing Corporation		Société canadienne d'hypothèques et de logement
National Housing Act		Loi nationale sur l'habitation
Supporting Vulnerable Seniors and Strengthening Canada's Economy Act		Loi visant le soutien aux aînés vulnérables et le renforcement de l'économie canadienne
359 Coming into force	359	Entrée en vigueur
Canada Mortgage and Housing Corporation Act		Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement
Trust and Loan Companies Act		Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
Bank Act		Loi sur les banques
Insurance Companies Act		Loi sur les sociétés d'assurances

	Cooperative Credit Associations Act	Loi sur les associations coopératives de crédit
	Transitional Provision	Disposition transitoire
	Coordinating Amendment	Disposition de coordination
	Coming into Force	Entrée en vigueur
367	January 1, 2013 or royal assent	1 ^{er} janvier 2013 ou sanction
	DIVISION 12	SECTION 12
	Integrated Cross-border Law Enforcement Operations Act	Loi sur les opérations transfrontalières intégrées de contrôle d'application de la loi
	Enactment of Act	Édition de la loi
368	Enactment	Édition
	Amendments to the Royal Canadian Mounted Police Act	Modification de la Loi sur la Gendarmerie Royale du Canada
	Consequential Amendments	Modifications corrélatives
	Criminal Code	Code criminel
	Customs Act	Loi sur les douanes
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*374	Order in council	Décret
	DIVISION 13	SECTION 13
	Bretton Woods and Related Agreements Act	Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes
	DIVISION 14	SECTION 14
	Canada Health Act	Loi canadienne sur la santé
	DIVISION 15	SECTION 15
	Canadian Security Intelligence Service Act	Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Consequential Amendments	Modifications corrélatives
	Access to Information Act	Loi sur l'accès à l'information
	Security of Information Act	Loi sur la protection de l'information
	Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
	DIVISION 16	SECTION 16
	Currency Act	Loi sur la monnaie
	DIVISION 17	SECTION 17
	Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act	Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Consequential Amendments to the Canada Health Act	Modifications corrélatives à la Loi canadienne sur la santé

DIVISION 18	SECTION 18
Fisheries Act	Loi sur les pêches
DIVISION 19	SECTION 19
Food and Drugs Act	Loi sur les aliments et drogues
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
Consequential Amendment to the Excise Tax Act	Modification corrélative à la Loi sur la taxe d'accise
Coming into Force	Entrée en vigueur
*419 Order in council	*419 Décret
DIVISION 20	SECTION 20
Government Employees Compensation Act	Loi sur l'indemnisation des agents de l'État
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provision	Disposition transitoire
Coming into Force	Entrée en vigueur
*426 Order in council	*426 Décret
DIVISION 21	SECTION 21
International Development Research Centre Act	Loi sur le Centre de recherches pour le développement international
DIVISION 22	SECTION 22
Canada Labour Code	Code canadien du travail
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
Coming into Force	Entrée en vigueur
440 Sections 432 and 433	440 Articles 432 et 433
DIVISION 23	SECTION 23
Fair Wages and Hours of Labour Act	Loi sur les justes salaires et les heures de travail
Repeal	Abrogation
Transitional Provision	Disposition transitoire
442 Rights and obligations not affected	442 Maintien des droits et obligations
Consequential Amendment to the Campobello-Lubec Bridge Act	Modification corrélative à la Loi relative au pont de Campobello à Lubec
Coming into Force	Entrée en vigueur
*444 Order in council	*444 Décret
DIVISION 24	SECTION 24
Old Age Security Act	Loi sur la sécurité de la vieillesse
Amendments to the Act	Modification de la loi

	Coming into Force	Entrée en vigueur
*467	Order in council	*467 Décret
	DIVISION 25	SECTION 25
	Salaries Act	Loi sur les traitements
	Amendment to the Act	Modification de la loi
	Consequential Amendments	Modifications corrélatives
	Access to Information Act	Loi sur l'accès à l'information
	Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
	Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
	DIVISION 26	SECTION 26
	Seeds Act	Loi sur les semences
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
	DIVISION 27	SECTION 27
	Statutory Instruments Act	Loi sur les textes réglementaires
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*478	Order in council	*478 Décret
	DIVISION 28	SECTION 28
	Investment Canada Act	Loi sur Investissement Canada
	DIVISION 29	SECTION 29
	Customs Act	Loi sur les douanes
	DIVISION 30	SECTION 30
	Pension Benefits Standards Act, 1985	Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension
483	2010, c. 12, s. 1820(12)	483 2010, ch. 12, par. 1820(12)
	DIVISION 31	SECTION 31
	Railway Safety Act	Loi sur la sécurité ferroviaire
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
486	April 1, 2013	486 1 ^{er} avril 2013
	DIVISION 32	SECTION 32
	Canadian International Trade Tribunal Act	Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
489	February 1, 2014	489 1 ^{er} février 2014

DIVISION 33

International Centre for Human Rights and Democratic Development Act

Amendment to the Act

Interpretation

491 Definitions

Closing Out of Affairs

492 Application

493 Number of directors

494 Disposal of assets

495 Transfer of records

Transitional Provisions

496 References

497 Surplus

498 Commencement of legal proceedings

499 Auditor

500 Report to Parliament

Consequential Amendments

Access to Information Act

Privacy Act

Public Service Superannuation Act

Repeal

Coming into Force

***505** Order in council

DIVISION 34

Health of Animals Act

Amendments to the Act

Coming into Force

515 January 1, 2013 or royal assent

DIVISION 35

Canada School of Public Service Act

Amendments to the Act

Consequential Amendments to the Financial Administration Act

DIVISION 36

Bank Act

SECTION 33

Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Modification de la loi

Interprétation

491 Définitions

Liquidation

492 Application

493 Nombre d'administrateurs

494 Disposition des biens

495 Remise de documents

Dispositions transitoires

496 Mentions

497 Surplus

498 Poursuites judiciaires nouvelles

499 Vérificateur général

500 Rapport au Parlement

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

Loi sur la protection des renseignements personnels

Loi sur la pension de la fonction publique

Abrogation

Entrée en vigueur

***505** Décret

SECTION 34

Loi sur la santé des animaux

Modification de la loi

Entrée en vigueur

515 1^{er} janvier 2013 ou sanction

SECTION 35

Loi sur l'École de la fonction publique du Canada

Modification de la loi

Modifications corrélatives à la Loi sur la gestion des finances publiques

SECTION 36

Loi sur les banques

DIVISION 37		SECTION 37
	Corrections and Conditional Release Act	Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Transitional Provision	Disposition transitoire
	Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*530	Order in council	*530 Décret
DIVISION 38		SECTION 38
	Coasting Trade Act	Loi sur le cabotage
DIVISION 39		SECTION 39
	Status of the Artist Act	Loi sur le statut de l'artiste
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Transitional Provisions	Dispositions transitoires
	Consequential Amendments	Modifications corrélatives
	Access to Information Act	Loi sur l'accès à l'information
	Federal Courts Act	Loi sur les Cours fédérales
	Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
	Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*577	Order in council	*577 Décret
DIVISION 40		SECTION 40
	National Round Table on the Environment and the Economy Act	Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie
	Amendment to the Act	Modification de la loi
	Transitional Provisions	Dispositions transitoires
579	Definition of Round Table	579 Définition de Organisme
580	Appointments terminated	580 Fin des mandats
581	References	581 Renvois
582	Surplus	582 Surplus
583	Unsatisfied debts and liabilities	583 Dettes et engagements non acquittés
584	Commencement of legal proceedings	584 Procédures judiciaires nouvelles
585	Continuation of legal proceedings	585 Procédures en cours devant les tribunaux
	Consequential Amendments	Modifications corrélatives
	Access to Information Act	Loi sur l'accès à l'information
	Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
	Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
	Public Service Superannuation Act	Loi sur la pension de la fonction publique
	Public Sector Compensation Act	Loi sur la rémunération du secteur public

	Repeal	Abrogation
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*594	Order in council	*594 Décret
	DIVISION 41	SECTION 41
	Telecommunications Act	Loi sur les télécommunications
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
	DIVISION 42	SECTION 42
	Employment Equity Act	Loi sur l'équité en matière d'emploi
	DIVISION 43	SECTION 43
	Employment Insurance Act	Loi sur l'assurance-emploi
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Transitional Provision	Disposition transitoire
	Consequential Amendments to the Canada Employment Insurance Financing Board Act	Modifications corrélatives à la Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada
	Coming into Force	Entrée en vigueur
619	April 7, 2013	7 avril 2013
	DIVISION 44	SECTION 44
	Customs Tariff	Tarif des douanes
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
625	March 30, 2012	30 mars 2012
	DIVISION 45	SECTION 45
	Canada Marine Act	Loi maritime du Canada
	DIVISION 46	SECTION 46
	First Nations Land Management Act	Loi sur la gestion des terres des premières nations
	DIVISION 47	SECTION 47
	Canada Travelling Exhibitions Indemnification Act	Loi sur l'indemnisation au Canada en matière d'expositions itinérantes
	DIVISION 48	SECTION 48
	Canadian Air Transport Security Authority Act	Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien
	DIVISION 49	SECTION 49
	First Nations Fiscal and Statistical Management Act	Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations
	Amendments to the Act	Modification de la loi

	Transitional Provisions	Dispositions transitoires
	Consequential Amendments	Modifications corrélatives
	Access to Information Act	Loi sur l'accès à l'information
	Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
	Indian Act	Loi sur les Indiens
	Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
	Westbank First Nation Self-Government Act	Loi sur l'autonomie gouvernementale de la première nation de Westbank
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*681	Order in council	*681 Décret
	DIVISION 50	SECTION 50
	[Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 297]	[Abrogée avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 297]
	DIVISION 51	SECTION 51
	Repeal of the Department Of Social Development Act	Abrogation de la Loi sur le ministère du Développement social
	Repeal	Abrogation
	National Council of Welfare	Conseil national du bien-être social
686	National Council of Welfare	686 Fin des mandats
	Related Amendment to the Department of Human Resources and Skills Development Act	Modifications connexes à la Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
	Consequential Amendments	Modifications corrélatives
	Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
	Salaries Act	Loi sur les traitements
	Income Tax Act	Loi de l'impôt sur le revenu
	Public Sector Compensation Act	Loi sur la rémunération du secteur public
	Terminology Changes	Nouvelle terminologie
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*696	Order in council	*696 Décret
	DIVISION 52	SECTION 52
	Wage Earner Protection Program Act	Loi sur le Programme de protection des salariés
	Amendment to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
698	December 15, 2011	698 15 décembre 2011
	DIVISION 53	SECTION 53
	Kyoto Protocol Implementation Act	Loi de mise en oeuvre du Protocole de Kyoto

DIVISION 54			
Immigration and Refugee Protection Act			
Amendments to the Act			
Amendment to the Budget Implementation Act, 2008			
Coordinating Amendments			
DIVISION 55			
Shared Services Canada			
Shared Services Canada Act			
711	Enactment of Act	711	Édition de la loi
Consequential Amendment to the Department of Public Works and Government Services Act		Modification corrélative à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
DIVISION 56			
Assisted Human Reproduction Act			
Amendments to the Act			
Coming into Force of a Provision of the Assisted Human Reproduction Act			
740	Royal assent	740	Sanction royale
Transitional Provisions			
Consequential Amendments			
Access to Information Act			
Financial Administration Act			
Privacy Act			
Public Service Superannuation Act			
Library and Archives of Canada Act			
Human Pathogens and Toxins Act			
Coming into Force			
753	Order in council	753	Décret
SCHEDULE			
SECTION 54			
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés			
Modification de la loi			
Modification de la Loi d'exécution du budget de 2008			
Dispositions de coordination			
SECTION 55			
Services partagés Canada			
Loi sur Services partagés Canada			
Édition de la loi			
Modification corrélative à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux			
SECTION 56			
Loi sur la procréation assistée			
Modification de la loi			
Entrée en vigueur d'une disposition de la Loi sur la procréation assistée			
Sanction royale			
Dispositions transitoires			
Modifications corrélatives			
Loi sur l'accès à l'information			
Loi sur la gestion des finances publiques			
Loi sur la protection des renseignements personnels			
Loi sur la pension de la fonction publique			
Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada			
Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines			
Entrée en vigueur			
ANNEXE			



S.C. 2012, c. 19

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 29, 2012 and other measures

[Assented to 29th June 2012]

L.C. 2012, ch. 19

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures

[Sanctionnée le 29 juin 2012]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Jobs, Growth and Long-term Prosperity Act*.

PART 1

Amendments to the Income Tax Act, a Related Act and the Income Tax Regulations

Income Tax Act

2 [Amendment]

3 [Amendment]

4 [Amendments]

5 [Amendments]

6 [Amendments]

7 [Amendments]

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable.*

PARTIE 1

Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu, d'une loi connexe et du Règlement de l'impôt sur le revenu

Loi de l'impôt sur le revenu

2 [Modification]

3 [Modification]

4 [Modifications]

5 [Modifications]

6 [Modifications]

7 [Modifications]

8 [Amendment]

8 [Modification]

9 [Amendment]

9 [Modification]

10 [Amendment]

10 [Modification]

11 [Amendment]

11 [Modification]

12 [Amendments]

12 [Modifications]

13 [Amendments]

13 [Modifications]

14 [Amendment]

14 [Modification]

15 [Amendments]

15 [Modifications]

Governor General's Act

Loi sur le gouverneur général

16 [Amendment]

16 [Modification]

17 [Amendments]

17 [Modifications]

Income Tax Regulations

Règlement de l'impôt sur le revenu

18 [Amendment]

18 [Modification]

PART 2

Measures Relating to Sales and Excise Taxes

PARTIE 2

Mesures relatives aux taxes de vente et d'accise

Excise Tax Act

Loi sur la taxe d'accise

19 [Amendment]

19 [Modification]

20 [Amendment]

20 [Modification]

21 [Amendment]

21 [Modification]

22 [Amendments]

22 [Modifications]

23 [Amendment]

23 [Modification]

24 [Amendment]

24 [Modification]

25 [Amendment]

25 [Modification]

26 [Amendment]

26 [Modification]

27 [Amendment]

27 [Modification]

28 [Amendments]

28 [Modifications]

29 [Amendment]

29 [Modification]

30 [Amendment]	30 [Modification]
31 [Amendment]	31 [Modification]
32 [Amendments]	32 [Modifications]
33 [Amendment]	33 [Modification]
34 [Amendment]	34 [Modification]
35 [Amendment]	35 [Modification]
36 [Amendment]	36 [Modification]
37 [Amendment]	37 [Modification]
38 [Amendment]	38 [Modification]
39 [Amendment]	39 [Modification]
40 [Amendment]	40 [Modification]
41 [Amendment]	41 [Modification]
42 [Amendment]	42 [Modification]
43 [Amendment]	43 [Modification]
44 [Amendment]	44 [Modification]
Air Travellers Security Charge Act	Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien
45 [Amendment]	45 [Modification]
Excise Act, 2001	Loi de 2001 sur l'accise
46 [Amendment]	46 [Modification]
Value of Imported Goods (GST/HST) Regulations	Règlement sur la valeur des importations (TPS/TVH)
47 [Amendments]	47 [Modifications]
48 [Amendment]	48 [Modification]
Non-Taxable Imported Goods (GST/HST) Regulations	Règlement sur les produits importés non taxables (TPS/TVH)
49 [Amendment]	49 [Modification]
50 [Amendment]	50 [Modification]

New Harmonized Value-added Tax System Regulations, No. 2

51 [Amendment]

PART 3

Responsible Resource Development

DIVISION 1

Environmental Assessment

Enactment of the Canadian Environmental Assessment Act, 2012

Enactment

52 The *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*, whose Schedules 1 to 3 are set out in the schedule to this Act, is enacted as follows:

[See *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*]

Related Amendments to the Environmental Violations Administrative Monetary Penalties Act

53 [Amendments]

54 [Amendment]

Consequential Amendments

Access to Information Act

55 [Amendment]

56 [Amendment]

Export Development Act

57 [Amendment]

Règlement n° 2 sur le nouveau régime de la taxe à valeur ajoutée harmonisée

51 [Modification]

PARTIE 3

Développement responsable des ressources

SECTION 1

Évaluation environnementale

Édition de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)

Édition

52 Est édictée la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*, dont le texte suit et dont les annexes 1 à 3 figurent à l'annexe de la présente loi :

[Voir la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*]

Modifications connexes à la Loi sur les pénalités administratives en matière d'environnement

53 [Modifications]

54 [Modification]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

55 [Modification]

56 [Modification]

Loi sur le développement des exportations

57 [Modification]

First Nations Land Management Act

58 [Amendment]

Species at Risk Act

59 [Amendments]

Antarctic Environmental Protection Act

60 [Amendment]

First Nations Oil and Gas and Moneys Management Act

61 [Amendment]

62 [Amendment]

First Nations Commercial and Industrial Development Act

63 [Amendment]

Coordinating Amendments

64 [Amendment]

65 [Amendment]

Repeal

66 [Repeal]

Coming into Force

Order in council

'67 Sections 52 to 63 and 66 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 52 to 63 and 66 in force July 6, 2012, see SI/2012-56.]

DIVISION 2

National Energy Board Act

Amendments to the Act

68 [Amendment]

69 [Amendment]

Loi sur la gestion des terres des premières nations

58 [Modification]

Loi sur les espèces en péril

59 [Modifications]

Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique

60 [Modification]

Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières Nations

61 [Modification]

62 [Modification]

Loi sur le développement commercial et industriel des premières nations

63 [Modification]

Dispositions de coordination

64 [Modification]

65 [Modification]

Abrogation

66 [Abrogation]

Entrée en vigueur

Décret

'67 Les articles 52 à 63 et 66 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 52 à 63 et 66 en vigueur le 6 juillet 2012, voir TR/2012-56.]

SECTION 2

Loi sur l'Office national de l'énergie

Modification de la loi

68 [Modification]

69 [Modification]

- 70** [Amendment] **70** [Modification]
71 [Amendments] **71** [Modifications]
72 [Amendment] **72** [Modification]
73 [Amendment] **73** [Modification]
74 [Amendment] **74** [Modification]
75 [Amendment] **75** [Modification]
76 [Amendment] **76** [Modification]
77 [Amendment] **77** [Modification]
78 [Amendment] **78** [Modification]
79 [Amendment] **79** [Modification]
80 [Amendment] **80** [Modification]
81 [Amendment] **81** [Modification]
82 [Amendment] **82** [Modification]
83 [Amendment] **83** [Modification]
84 [Amendment] **84** [Modification]
85 [Amendments] **85** [Modifications]
86 [Amendment] **86** [Modification]
87 [Amendment] **87** [Modification]
88 [Amendment] **88** [Modification]
89 [Amendments] **89** [Modifications]
90 [Amendment] **90** [Modification]
91 [Amendment] **91** [Modification]
92 [Amendments] **92** [Modifications]
93 [Amendment] **93** [Modification]
94 [Amendments] **94** [Modifications]
95 [Amendment] **95** [Modification]
96 [Amendment] **96** [Modification]
97 [Amendment] **97** [Modification]
98 [Amendment] **98** [Modification]
99 [Amendment] **99** [Modification]

Transitional Provisions

100 [Transitional Provision]

101 [Transitional Provision]

102 [Transitional Provision]

103 [Transitional Provision]

104 [Transitional Provision]

105 [Transitional Provision]

106 [Transitional Provision]

107 [Transitional Provision]

108 [Transitional Provision]

109 [Transitional Provision]

Related and Consequential Amendments

Federal Courts Act

110 [Amendment]

Financial Administration Act

111 [Amendment]

Northern Pipeline Act

112 [Amendment]

113 [Amendment]

An Act to amend the National Energy Board Act and to repeal certain enactments in consequence thereof

114 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

115 *(1) Sections 68 to 85, 89, 90, 92 to 97 and 99 to 114 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 68 to 85, 89, 90, 92 to 97 and 99 to 114 in force July 6, 2012, see SI/2012-57.]

Dispositions transitoires

100 [Disposition transitoire]

101 [Disposition transitoire]

102 [Disposition transitoire]

103 [Disposition transitoire]

104 [Disposition transitoire]

105 [Disposition transitoire]

106 [Disposition transitoire]

107 [Disposition transitoire]

108 [Disposition transitoire]

109 [Disposition transitoire]

Modifications connexes et corrélatives

Loi sur les Cours fédérales

110 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

111 [Modification]

Loi sur le pipe-line du Nord

112 [Modification]

113 [Modification]

Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie et abrogeant certaines lois en conséquence

114 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

115 *(1) Les articles 68 à 85, 89, 90, 92 à 97 et 99 à 114 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 68 à 85, 89, 90, 92 à 97 et 99 à 114 en vigueur le 6 juillet 2012, voir TR/2012-57.]

Order in council

'(2) Sections 86 to 88, 91 and 98 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 86 to 88, 91 and 98 in force July 3, 2013, see SI/2013-69.]

DIVISION 3

Canada Oil and Gas Operations Act

Amendments to the Act

116 [Amendment]

117 [Amendment]

118 [Amendment]

119 [Amendment]

120 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

'121 Sections 116 to 119 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 116 to 119 in force July 3, 2013, see SI/2013-69.]

DIVISION 4

Nuclear Safety and Control Act

Amendments to the Act

122 [Amendment]

123 [Amendment]

124 [Amendments]

125 [Amendments]

126 [Amendment]

127 [Amendments]

Décret

'(2) Les articles 86 à 88, 91 et 98 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 86 à 88, 91 et 98 en vigueur le 3 juillet 2013, voir TR/2013-69.]

SECTION 3

Loi sur les opérations pétrolières au Canada

Modification de la loi

116 [Modification]

117 [Modification]

118 [Modification]

119 [Modification]

120 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

'121 Les articles 116 à 119 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 116 à 119 en vigueur le 3 juillet 2013, voir TR/2013-69.]

SECTION 4

Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires

Modification de la loi

122 [Modification]

123 [Modification]

124 [Modifications]

125 [Modifications]

126 [Modification]

127 [Modifications]

128 [Amendments]

128 [Modifications]

129 [Amendments]

129 [Modifications]

130 [Amendment]

130 [Modification]

Coming into Force

Order in council

***131** Sections 122, 129 and 130 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 122, 129 and 130 in force July 3, 2013, see SI/2013-69.]

Entrée en vigueur

Décret

***131** Les articles 122, 129 et 130 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 122, 129 et 130 en vigueur le 3 juillet 2013, voir TR/2013-69.]

DIVISION 5

Fisheries Act

Amendments to the Act

132 [Amendment]

132 [Modification]

133 [Amendments]

133 [Modifications]

134 [Amendment]

134 [Modification]

135 [Amendment]

135 [Modification]

136 [Amendment]

136 [Modification]

137 [Amendment]

137 [Modification]

138 [Amendment]

138 [Modification]

139 [Amendments]

139 [Modifications]

140 [Amendment]

140 [Modification]

141 [Amendment]

141 [Modification]

142 [Amendments]

142 [Modifications]

143 [Amendments]

143 [Modifications]

144 [Amendments]

144 [Modifications]

145 [Amendments]

145 [Modifications]

146 [Amendment]

146 [Modification]

147 [Amendments]

147 [Modifications]

148 [Amendment]

148 [Modification]

149 [Amendments]

149 [Modifications]

SECTION 5

Loi sur les pêches

Modification de la loi

150 [Amendment]

150 [Modification]

151 [Amendment]

151 [Modification]

152 [Amendment]

152 [Modification]

153 [Amendment]

153 [Modification]

154 [Amendment]

154 [Modification]

155 [Amendment]

155 [Modification]

Coming into Force

Order in council

***156** Section 132, subsections 133(1), (3) and (4), sections 135 to 138, subsection 139(2), sections 140 and 141, subsections 142(2) to (4), 144(2) to (6), 145(2) to (4) and 147(1) to (5), (7), (9) and (10), section 148, subsections 149(2) and (5) and sections 152 and 153 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 132, subsections 133(1), (3) and (4), sections 135 to 138, subsection 139(2), sections 140 and 141, subsections 142(2) to (4), 144(2) to (6), 145(2) to (4) and 147(1) to (5), (7), (9) and (10), section 148, subsections 149(2) and (5) and sections 152 and 153 in force November 25, 2013, see SI/2013-116.]

DIVISION 6

Canadian Environmental Protection Act, 1999

Amendments to the Act

157 [Amendments]

157 [Modifications]

158 [Amendment]

158 [Modification]

159 [Amendments]

159 [Modifications]

160 [Amendments]

160 [Modifications]

161 [Amendments]

161 [Modifications]

Coming into Force

Order in council

***162** Sections 157 and 158 and subsections 159(2) and (4), 160(1), (3) and (4) and 161(2) and (3) come

Décret

***162** Les articles 157 et 158 et les paragraphes 159(2) et (4), 160(1), (3) et (4) et 161(2) et (3)

into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 157 and 158 and subsections 159(2) and (4), 160(1), (3) and (4) and 161(2) and (3) in force September 24, 2014, see SI/2014-6.]

entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 157 et 158 et paragraphes 159(2) et (4), 160(1), (3) et (4) et 161(2) et (3) en vigueur le 24 septembre 2014, voir TR/2014-6.]

DIVISION 7

Species at Risk Act

163 [Amendments]

164 [Amendment]

165 [Amendment]

166 [Amendment]

167 [Amendment]

168 [Amendments]

169 [Amendment]

SECTION 7

Loi sur les espèces en péril

163 [Modifications]

164 [Modification]

165 [Modification]

166 [Modification]

167 [Modification]

168 [Modifications]

169 [Modification]

PART 4

Various Measures

DIVISION 1

Measures with Respect to the Auditor General of Canada

Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act

170 [Amendment]

171 [Amendment]

Currency Act

172 [Amendment]

173 [Amendment]

Natural Sciences and Engineering Research Council Act

174 [Amendment]

175 [Amendment]

PARTIE 4

Diverses mesures

SECTION 1

Mesures relatives au vérificateur général du Canada

Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

170 [Modification]

171 [Modification]

Loi sur la monnaie

172 [Modification]

173 [Modification]

Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

174 [Modification]

175 [Modification]

Northern Pipeline Act

176 [Amendment]

177 [Amendment]

Social Sciences and Humanities Research Council Act

178 [Amendment]

179 [Amendment]

Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act

180 [Amendment]

Canadian Polar Commission Act

181 [Amendment]

182 [Amendment]

National Round Table on the Environment and the Economy Act

183 [Amendment]

184 [Amendment]

Yukon Surface Rights Board Act

185 [Amendment]

Canadian Food Inspection Agency Act

186 [Amendment]

187 [Amendment]

188 [Amendment]

Canada Revenue Agency Act

189 [Amendment]

Loi sur le pipe-line du Nord

176 [Modification]

177 [Modification]

Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines

178 [Modification]

179 [Modification]

Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

180 [Modification]

Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires

181 [Modification]

182 [Modification]

Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

183 [Modification]

184 [Modification]

Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon

185 [Modification]

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments

186 [Modification]

187 [Modification]

188 [Modification]

Loi sur l'Agence du revenu du Canada

189 [Modification]

190 [Amendment]

Canadian Institutes of Health Research Act

191 [Amendment]

192 [Amendment]

Transitional Provisions

Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act

193 The obligations under sections 25 and 26 of the *Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act*, as those sections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Currency Act

194 The obligations under subsections 21(2) and 22(2) of the *Currency Act*, as those subsections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Natural Sciences and Engineering Research Council Act

195 The obligations under sections 17 and 18 of the *Natural Sciences and Engineering Research Council Act*, as those sections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Northern Pipeline Act

196 The obligations under sections 13 and 14 of the *Northern Pipeline Act*, as those sections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Social Sciences and Humanities Research Council Act

197 The obligations under sections 19 and 20 of the *Social Sciences and Humanities Research Council Act*, as those sections read immediately

190 [Modification]

Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada

191 [Modification]

192 [Modification]

Dispositions transitoires

Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

193 Les obligations prévues aux articles 25 et 26 de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur la monnaie

194 Les obligations prévues aux paragraphes 21(2) et 22(2) de la *Loi sur la monnaie*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

195 Les obligations prévues aux articles 17 et 18 de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur le pipe-line du Nord

196 Les obligations prévues aux articles 13 et 14 de la *Loi sur le pipe-line du Nord*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines

197 Les obligations prévues aux articles 19 et 20 de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*, dans leur version antérieure à la date

before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act

198 The obligation under subsection 13(2) of the *Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act*, as that subsection read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continues to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2011 but does not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Canadian Polar Commission Act

199 The obligations under sections 20 and 21 of the *Canadian Polar Commission Act*, as those sections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

National Round Table on the Environment and the Economy Act

200 The obligations under sections 22 and 23 of the *National Round Table on the Environment and the Economy Act*, as those sections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2011 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Yukon Surface Rights Board Act

201 The obligation under subsection 23(5) of the *Yukon Surface Rights Board Act*, as that subsection read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continues to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2011 but does not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Canadian Food Inspection Agency Act

202 The obligations under sections 23 and 32 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*, as those sections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2011 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

198 L'obligation prévue au paragraphe 13(2) de la *Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports*, dans sa version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continue de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2011, mais ne s'applique à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires

199 Les obligations prévues aux articles 20 et 21 de la *Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

200 Les obligations prévues aux articles 22 et 23 de la *Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2011, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon

201 L'obligation prévue au paragraphe 23(5) de la *Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon*, dans sa version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continue de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2011, mais ne s'applique à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments

202 Les obligations prévues aux articles 23 et 32 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2011, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Canada Revenue Agency Act

203 The obligations under sections 87 and 88 of the *Canada Revenue Agency Act*, as those sections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

Canadian Institutes of Health Research Act

204 The obligations under sections 31 and 32 of the *Canadian Institutes of Health Research Act*, as those sections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

DIVISION 2

Life Annuity-like Products

Trust and Loan Companies Act

205 [Amendment]

Bank Act

206 [Amendment]

207 [Amendment]

Cooperative Credit Associations Act

208 [Amendment]

DIVISION 3

PPP Canada Inc.

Definitions

209 For the purposes of this Division, *appropriate Minister*, *Crown corporation* and *department* have the same meanings as in section 2 of the *Financial Administration Act*.

Loi sur l'Agence du revenu du Canada

203 Les obligations prévues aux articles 87 et 88 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada

204 Les obligations prévues aux articles 31 et 32 de la *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.

SECTION 2

Produits analogues aux rentes viagères

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

205 [Modification]

Loi sur les banques

206 [Modification]

207 [Modification]

Loi sur les associations coopératives de crédit

208 [Modification]

SECTION 3

PPP Canada Inc.

Définitions

209 Pour l'application de la présente section, *ministère*, *ministre compétent* et *société d'État* s'entendent au sens de l'article 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Acquisition of shares

209.1 (1) For the purposes of paragraph 90(1)(b) of the *Financial Administration Act*, the Minister of Infrastructure, Communities and Intergovernmental Affairs may acquire the shares of PPP Canada Inc.

Shares held by appropriate Minister

(2) The appropriate Minister holds the shares acquired under subsection (1).

Appropriate Minister – other transactions

(3) The appropriate Minister may, with the approval of the Governor in Council, conduct any transaction referred to in any of paragraphs 90(1)(c) to (e) of the *Financial Administration Act* in respect of PPP Canada Inc.

Authorization – parent Crown corporation

(4) PPP Canada Inc. may, with the approval of the Governor in Council, sell or otherwise dispose of all or substantially all of its assets.

Authorization – wholly-owned subsidiaries

(5) Any of the corporations that are part of the group of corporations that consists of PPP Canada Inc. and of all of its wholly-owned subsidiaries may, with the approval of the Governor in Council, sell or otherwise dispose of any of the assets of the corporations, even if the assets to be sold or otherwise disposed of constitute all or substantially all of the total assets of that group.

2016, c. 7, s. 233.

Status of PPP Canada Inc.

210 Except as provided in this Division, PPP Canada Inc., incorporated under the *Canada Business Corporations Act*, is not an agent of Her Majesty in right of Canada.

Agent for certain activities

211 PPP Canada Inc. is an agent of Her Majesty in right of Canada in relation to the following activities:

(a) assessing public-private partnership opportunities for departments and Crown corporations in accordance with criteria established by the Treasury Board;

Acquisition des actions

209.1 (1) Pour l'application de l'alinéa 90(1)b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales peut acquérir les actions de la société PPP Canada Inc.

Actions détenues par le ministre compétent

(2) Le ministre compétent détient les actions acquises.

Ministre compétent – autres opérations

(3) Le ministre compétent peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, effectuer toute opération visée à l'un des alinéas 90(1)c) à e) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* à l'égard de la société PPP Canada Inc.

Autorisation – société d'État mère

(4) La société PPP Canada Inc. peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, vendre ou, d'une façon générale, céder la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs.

Autorisation – filiales à cent pour cent

(5) Toute personne morale, membre d'un groupement composé de la société PPP Canada Inc. et de ses filiales à cent pour cent, peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, vendre ou, d'une façon générale, céder les parties de ses actifs qui représentent la totalité ou la quasi-totalité des actifs du groupement.

2016, ch. 7, art. 233.

Statut de la société PPP Canada Inc.

210 Sous réserve des autres dispositions de la présente section, la société PPP Canada Inc., constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, n'est pas mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Statut de mandataire pour certaines activités

211 La société PPP Canada Inc. est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada à l'égard des activités suivantes :

a) évaluer des possibilités de partenariats public-privé pour le compte des ministères et sociétés d'État en conformité avec les critères établis par le Conseil du Trésor;

- (b) advising departments and Crown corporations on the implementation of public-private partnership projects;**
- (c) acting as a source of expertise and advice for departments and Crown corporations on public-private partnership issues; and**
- (d) conducting any activity specified in an order made under section 211.1.**

2012, c. 19, s. 211; 2016, c. 7, s. 234.

Order in council

211.1 The Governor in Council may, by order, specify any activity in relation to which PPP Canada Inc. is an agent of Her Majesty in right of Canada.

2016, c. 7, s. 235.

Her Majesty not liable

212 Her Majesty in right of Canada is not liable for any obligation or liability incurred by PPP Canada Inc. in relation to any activity other than an activity referred to in section 211.

213 [Repealed, 2016, c. 7, s. 236]

DIVISION 4

Territorial Borrowing Limits

Northwest Territories Act

214 [Amendments]

Nunavut Act

215 [Amendments]

Yukon Act

216 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***217** This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 4 in force March 8, 2013, see SI/2013-25.]

- b) donner des conseils aux ministères et sociétés d'État sur l'exécution de projets de partenariats public-privé;**

- c) agir comme source d'aide et de conseils auprès des ministères et sociétés d'État relativement aux questions liées aux partenariats public-privé;**

- d) mener toute activité précisée par décret pris en vertu de l'article 211.1.**

2012, ch. 19, art. 211; 2016, ch. 7, art. 234.

Décret

211.1 Le gouverneur en conseil peut, par décret, préciser toute activité à l'égard de laquelle la société PPP Canada Inc. est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

2016, ch. 7, art. 235.

Absence de responsabilité pour Sa Majesté

212 Sa Majesté du chef du Canada n'encourt aucune responsabilité à l'égard des obligations qui incombe à la société PPP Canada Inc. dans le cadre de ses activités, à l'exception de celles visées à l'article 211.

213 [Abrogé, 2016, ch. 7, art. 236]

SECTION 4

Plafond des emprunts des territoires

Loi sur les Territoires du Nord-Ouest

214 [Modifications]

Loi sur le Nunavut

215 [Modifications]

Loi sur le Yukon

216 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***217** La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Section 4 en vigueur le 8 mars 2013, voir TR/2013-25.]

DIVISION 5		SECTION 5
Reporting Requirements		Obligations de faire rapport
Financial Administration Act		Loi sur la gestion des finances publiques
218 [Amendment]		218 [Modification]
219 [Amendments]		219 [Modifications]
220 [Amendment]		220 [Modification]
Alternative Fuels Act		Loi sur les carburants de remplacement
221 [Amendment]		221 [Modification]
Public Service Employment Act		Loi sur l'emploi dans la fonction publique
222 [Amendment]		222 [Modification]
DIVISION 6		SECTION 6
Social Security Tribunal and Service Delivery		Tribunal de la sécurité sociale et fourniture de services
Department of Human Resources and Skills Development Act		Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
223 [Amendment]		223 [Modification]
224 [Amendment]		224 [Modification]
Canada Pension Plan		Régime de pensions du Canada
225 [Amendment]		225 [Modification]
226 [Amendment]		226 [Modification]
227 [Amendments]		227 [Modifications]
228 [Amendment]		228 [Modification]
229 [Amendment]		229 [Modification]
230 [Amendments]		230 [Modifications]
231 [Amendment]		231 [Modification]
232 [Amendment]		232 [Modification]

233 [Amendments]

233 [Modifications]

234 [Amendments]

234 [Modifications]

Old Age Security Act

Loi sur la sécurité de la vieillesse

235 [Amendment]

235 [Modification]

236 [Amendments]

236 [Modifications]

237 [Amendments]

237 [Modifications]

238 [Amendment]

238 [Modification]

239 [Amendment]

239 [Modification]

Employment Insurance Act

Loi sur l'assurance-emploi

240 [Amendment]

240 [Modification]

241 [Amendment]

241 [Modification]

242 [Amendment]

242 [Modification]

243 [Amendment]

243 [Modification]

244 [Amendment]

244 [Modification]

245 [Amendment]

245 [Modification]

246 [Amendment]

246 [Modification]

247 [Amendment]

247 [Modification]

248 [Amendment]

248 [Modification]

249 [Amendment]

249 [Modification]

250 [Amendment]

250 [Modification]

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

Interpretation and General

Définitions et généralités

251 [Transitional Provision]

251 [Disposition transitoire]

252 [Transitional Provision]

252 [Disposition transitoire]

Canada Pension Plan

Régime de pensions du Canada

253 [Transitional Provision]

253 [Disposition transitoire]

254 [Transitional Provision]

254 [Disposition transitoire]

255 [Transitional Provision]

255 [Disposition transitoire]

256 [Transitional Provision]

256 [Disposition transitoire]

257 [Transitional Provision]

258 [Transitional Provision]

259 [Transitional Provision]

260 [Transitional Provision]

261 [Transitional Provision]

262 [Transitional Provision]

Employment Insurance Act

263 [Transitional Provision]

264 [Transitional Provision]

265 [Transitional Provision]

266 [Transitional Provision]

267 [Transitional Provision]

268 [Transitional Provision]

269 [Transitional Provision]

270 [Transitional Provision]

Consequential Amendments

Access to Information Act

271 [Amendment]

Federal Courts Act

272 [Amendments]

Labour Adjustment Benefits Act

273 [Amendments]

274 [Amendment]

275 [Amendment]

Privacy Act

276 [Amendment]

Income Tax Act

277 [Amendment]

278 [Amendment]

257 [Disposition transitoire]

258 [Disposition transitoire]

259 [Disposition transitoire]

260 [Disposition transitoire]

261 [Disposition transitoire]

262 [Disposition transitoire]

Loi sur l'assurance-emploi

263 [Disposition transitoire]

264 [Disposition transitoire]

265 [Disposition transitoire]

266 [Disposition transitoire]

267 [Disposition transitoire]

268 [Disposition transitoire]

269 [Disposition transitoire]

270 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

271 [Modification]

Loi sur les Cours fédérales

272 [Modifications]

Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs

273 [Modifications]

274 [Modification]

275 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

276 [Modification]

Loi de l'impôt sur le revenu

277 [Modification]

278 [Modification]

Public Sector Compensation Act

279 [Amendment]

280 [Amendment]

Coming into Force

April 1, 2013

281 (1) Sections 225 and 227 to 229, subsection 230(1), sections 231, 232, 235 and 236, subsection 237(1) and sections 240 to 244, 246 to 249 and 279 come into force on April 1, 2013.

April 1, 2014

(2) Sections 271 and 276 come into force on April 1, 2014.

May 1, 2014

(3) Subsections 272(1) and (3) come into force on May 1, 2014.

DIVISION 7

Consolidation of Privacy Codes

Department of Human Resources and Skills Development Act

282 [Amendments]

283 [Amendment]

284 [Amendment]

285 [Amendment]

286 [Amendment]

287 [Amendment]

288 [Amendment]

289 [Amendment]

290 [Amendment]

291 [Amendment]

Loi sur la rémunération du secteur public

279 [Modification]

280 [Modification]

Entrée en vigueur

1^{er} avril 2013

281 (1) Les articles 225 et 227 à 229, le paragraphe 230(1), les articles 231, 232, 235 et 236, le paragraphe 237(1) et les articles 240 à 244, 246 à 249 et 279 entrent en vigueur le 1^{er} avril 2013.

1^{er} avril 2014

(2) Les articles 271 et 276 entrent en vigueur le 1^{er} avril 2014.

1^{er} mai 2014

(3) Les paragraphes 272(1) et (3) entrent en vigueur le 1^{er} mai 2014.

SECTION 7

Fusion des codes de protection des renseignements personnels

Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

282 [Modifications]

283 [Modification]

284 [Modification]

285 [Modification]

286 [Modification]

287 [Modification]

288 [Modification]

289 [Modification]

290 [Modification]

291 [Modification]

Canada Pension Plan

292 [Amendment]

293 [Amendments]

294 [Amendment]

295 [Amendment]

Old Age Security Act

296 [Amendment]

297 [Amendment]

298 [Amendment]

299 [Amendment]

Consequential Amendments

Access to Information Act

300 [Amendment]

301 [Amendment]

Income Tax Act

302 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

'303 Sections 282 to 302 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 282 to 302 in force March 1, 2013, see SI/2013-17.]

DIVISION 8

Social Insurance Number Cards

Department of Human Resources and Skills Development Act

304 [Amendment]

Régime de pensions du Canada

292 [Modification]

293 [Modifications]

294 [Modification]

295 [Modification]

Loi sur la sécurité de la vieillesse

296 [Modification]

297 [Modification]

298 [Modification]

299 [Modification]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

300 [Modification]

301 [Modification]

Loi de l'impôt sur le revenu

302 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

'303 Les articles 282 à 302 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 282 à 302 en vigueur le 1^{er} mars 2013, voir TR/2013-17.]

SECTION 8

Carte d'assurance sociale

Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

304 [Modification]

Canada Pension Plan

305 [Amendment]

306 [Amendment]

Employment Insurance Act

307 [Amendment]

308 [Amendment]

Consequential Amendments

309 [Repealed before coming into force, 2017, c. 26, s. 54]

Farm Income Protection Act

310 [Amendment]

Immigration and Refugee Protection Act

311 [Amendment]

Wage Earner Protection Program Act

312 [Amendment]

Coordinating Amendment

313 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***314 Sections 304 to 312 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 304 to 308 and 310 to 312 in force March 1, 2013, see SI/2013-17.]

DIVISION 9

Amendments Relating to the Parks Canada Agency

Parks Canada Agency Act

315 [Amendment]

316 [Amendment]

Régime de pensions du Canada

305 [Modification]

306 [Modification]

Loi sur l'assurance-emploi

307 [Modification]

308 [Modification]

Modifications corrélatives

309 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 26, art. 54]

Loi sur la protection du revenu agricole

310 [Modification]

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

311 [Modification]

Loi sur le Programme de protection des salariés

312 [Modification]

Disposition de coordination

313 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***314 Les articles 304 à 312 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note : Articles 304 à 308 et 310 à 312 en vigueur le 1^{er} mars 2013, voir TR/2013-17.]

SECTION 9

Modifications relatives à l'Agence Parcs Canada

Loi sur l'Agence Parcs Canada

315 [Modification]

316 [Modification]

317 [Amendment]

317 [Modification]

318 [Amendment]

318 [Modification]

319 [Amendment]

319 [Modification]

320 [Amendment]

320 [Modification]

321 [Amendment]

321 [Modification]

322 [Amendment]

322 [Modification]

323 [Amendment]

323 [Modification]

Canada National Parks Act

Loi sur les parcs nationaux du Canada

324 [Amendment]

324 [Modification]

Canada National Marine Conservation Areas Act

Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada

325 [Amendment]

325 [Modification]

DIVISION 10

SECTION 10

Financial Institutions

Institutions financières

Trust and Loan Companies Act

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

326 [Amendment]

326 [Modification]

327 [Amendment]

327 [Modification]

328 [Amendment]

328 [Modification]

329 [Amendment]

329 [Modification]

Bank Act

Loi sur les banques

330 [Amendment]

330 [Modification]

331 [Amendment]

331 [Modification]

332 [Amendment]

332 [Modification]

333 [Amendment]

333 [Modification]

334 [Amendment]

334 [Modification]

335 [Amendment]

335 [Modification]

336 [Amendment]

336 [Modification]

337 [Amendment]

337 [Modification]

338 [Amendment]

338 [Modification]

Insurance Companies Act

339 [Amendment]

339 [Modification]

340 [Amendment]

340 [Modification]

341 [Amendment]

341 [Modification]

342 [Amendment]

342 [Modification]

343 [Amendment]

343 [Modification]

344 [Amendment]

344 [Modification]

345 [Amendment]

345 [Modification]

346 [Amendment]

346 [Modification]

347 [Amendment]

347 [Modification]

Coordinating Amendments

348 [Amendment]

348 [Modification]

349 [Amendments]

349 [Modifications]

DIVISION 11

Canada Mortgage and Housing Corporation

National Housing Act

350 [Amendment]

350 [Modification]

351 [Amendment]

351 [Modification]

352 [Amendment]

352 [Modification]

353 [Amendment]

353 [Modification]

354 [Amendment]

354 [Modification]

355 [Amendment]

355 [Modification]

356 [Amendment]

356 [Modification]

Loi sur les sociétés d'assurances

339 [Modification]

340 [Modification]

341 [Modification]

342 [Modification]

343 [Modification]

344 [Modification]

345 [Modification]

346 [Modification]

347 [Modification]

Dispositions de coordination

348 [Modification]

349 [Modifications]

SECTION 11

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Loi nationale sur l'habitation

350 [Modification]

351 [Modification]

352 [Modification]

353 [Modification]

354 [Modification]

355 [Modification]

356 [Modification]

Supporting Vulnerable Seniors and Strengthening Canada's Economy Act

357 [Amendment]

358 [Amendment]

Coming into force

359 Despite section 26 of the *Supporting Vulnerable Seniors and Strengthening Canada's Economy Act*, sections 22 to 24 of that Act come into force on the day on which this Act receives royal assent.

Canada Mortgage and Housing Corporation Act

360 [Amendment]

Trust and Loan Companies Act

361 [Amendment]

Bank Act

362 [Amendment]

Insurance Companies Act

363 [Amendment]

Cooperative Credit Associations Act

364 [Amendment]

Transitional Provision

365 [Transitional Provision]

Coordinating Amendment

366 [Amendment]

Coming into Force

January 1, 2013 or royal assent

367 (1) Sections 352 and 354 come into force on the later of January 1, 2013 and the day on which this Act receives royal assent.

Loi visant le soutien aux aînés vulnérables et le renforcement de l'économie canadienne

357 [Modification]

358 [Modification]

Entrée en vigueur

359 Malgré l'article 26 de la *Loi visant le soutien aux aînés vulnérables et le renforcement de l'économie canadienne*, les articles 22 à 24 de cette loi entrent en vigueur à la date de sanction de la présente loi.

Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement

360 [Modification]

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

361 [Modification]

Loi sur les banques

362 [Modification]

Loi sur les sociétés d'assurances

363 [Modification]

Loi sur les associations coopératives de crédit

364 [Modification]

Disposition transitoire

365 [Disposition transitoire]

Disposition de coordination

366 [Modification]

Entrée en vigueur

1^{er} janvier 2013 ou sanction

367 (1) Les articles 352 et 354 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013 ou, si elle est postérieure, à la date de la sanction de la présente loi.

Order in council

'(2) Paragraph 21.52(1)(b) of the National Housing Act, as enacted by section 356, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Paragraph 21.52(1)(b) of the *National Housing Act*, as enacted by section 356, in force May 31, 2013, see SI/2013-61.]

Order in council

'(3) Sections 361 to 364 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 361 to 364 in force July 1, 2013, see SI/2013-61.]

DIVISION 12

Integrated Cross-border Law Enforcement Operations Act

Enactment of Act

Enactment

368 The *Integrated Cross-border Law Enforcement Operations Act* is enacted as follows:

[See *Integrated Cross-border Law Enforcement Operations Act*]

Amendments to the Royal Canadian Mounted Police Act

369 [Amendment]

370 [Amendment]

Consequential Amendments

Criminal Code

371 [Amendment]

Customs Act

372 [Amendment]

373 [Amendment]

Décret

'(2) L'alinéa 21.52(1)b) de la *Loi nationale sur l'habitation*, édicté par l'article 356, entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Alinéa 21.52(1)b) de la *Loi nationale sur l'habitation*, édicté par article 356, en vigueur le 31 mai 2013, voir TR/2013-61.]

Décret

'(3) Les articles 361 à 364 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 361 à 364 en vigueur le 1^{er} juillet 2013, voir TR/2013-61.]

SECTION 12

Loi sur les opérations transfrontalières intégrées de contrôle d'application de la loi

Édition de la loi

Édition

368 Est édictée la *Loi sur les opérations transfrontalières intégrées de contrôle d'application de la loi*, dont le texte suit :

[Voir la *Loi sur les opérations transfrontalières intégrées de contrôle d'application de la loi*]

Modification de la Loi sur la Gendarmerie Royale du Canada

369 [Modification]

370 [Modification]

Modifications corrélatives

Code criminel

371 [Modification]

Loi sur les douanes

372 [Modification]

373 [Modification]

Coming into Force

Order in council

'374 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 12 in force August 20, 2012, see SI/2012-68.]

DIVISION 13

Bretton Woods and Related Agreements Act

375 [Amendment]

376 [Amendment]

DIVISION 14

Canada Health Act

377 [Amendment]

DIVISION 15

Canadian Security Intelligence Service Act

Amendments to the Act

378 [Amendment]

379 [Amendment]

380 [Amendment]

381 [Amendments]

382 [Amendment]

383 [Amendments]

384 [Amendment]

Consequential Amendments

Access to Information Act

385 [Amendment]

Entrée en vigueur

Décret

'374 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Section 12 en vigueur le 20 août 2012, voir TR/2012-68.]

SECTION 13

Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes

375 [Modification]

376 [Modification]

SECTION 14

Loi canadienne sur la santé

377 [Modification]

SECTION 15

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

Modification de la loi

378 [Modification]

379 [Modification]

380 [Modification]

381 [Modifications]

382 [Modification]

383 [Modifications]

384 [Modification]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

385 [Modification]

Security of Information Act

Loi sur la protection de l'information

386 [Amendment]

386 [Modification]

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

387 [Amendment]

387 [Modification]

DIVISION 16

Currency Act

SECTION 16

388 [Amendment]

Loi sur la monnaie

389 [Amendment]

388 [Modification]

389 [Modification]

DIVISION 17

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

SECTION 17

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

Amendments to the Act

Modification de la loi

390 [Amendment]

390 [Modification]

391 [Amendment]

391 [Modification]

392 [Amendment]

392 [Modification]

393 [Amendment]

393 [Modification]

394 [Amendment]

394 [Modification]

395 [Amendment]

395 [Modification]

396 [Amendment]

396 [Modification]

397 [Amendment]

397 [Modification]

398 [Amendment]

398 [Modification]

399 [Amendment]

399 [Modification]

400 [Amendment]

400 [Modification]

401 [Amendment]

401 [Modification]

402 [Amendments]

402 [Modifications]

403 [Amendment]

403 [Modification]

404 [Amendment]

404 [Modification]

405 [Amendment]

405 [Modification]

406 [Amendment]

406 [Modification]

Consequential Amendments to the Canada Health Act

407 [Amendment]

407 [Modification]

408 [Amendment]

408 [Modification]

409 [Amendment]

409 [Modification]

410 [Amendment]

410 [Modification]

DIVISION 18

Fisheries Act

411 [Amendment]

SECTION 18

Loi sur les pêches

411 [Modification]

DIVISION 19

Food and Drugs Act

Amendments to the Act

412 [Amendment]

SECTION 19

Loi sur les aliments et drogues

Modification de la loi

413 [Amendment]

412 [Modification]

414 [Amendments]

413 [Modification]

415 [Amendment]

414 [Modifications]

416 [Amendment]

415 [Modification]

Transitional Provisions

416 [Modification]

417 [Transitional Provisions]

Dispositions transitoires

417 [Dispositions transitoires]

Consequential Amendment to the Excise Tax Act

Modification corrélative à la Loi sur la taxe d'accise

418 [Amendment]

418 [Modification]

Coming into Force

Order in council

'419 Sections 412 to 416 and 418 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 412, subsection 414(2) and sections 415 and 416 in force October 25, 2012, see SI/2012-84; section 413 and subsection 414(1) in force June 19, 2013, section 418 in force December 19, 2013, see SI/2013-65.]

DIVISION 20

Government Employees Compensation Act

Amendments to the Act

420 [Amendment]

421 [Amendment]

422 [Amendment]

423 [Amendment]

424 [Amendment]

Transitional Provision

425 [Transitional Provision]

Coming into Force

Order in council

'426 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 20 in force June 13, 2014, see SI/2014-53.]

DIVISION 21

International Development Research Centre Act

427 [Amendment]

428 [Amendment]

429 [Amendments]

430 [Amendments]

Entrée en vigueur

Décret

'419 Les articles 412 à 416 et 418 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Article 412, paragraphe 414(2) et articles 415 et 416 en vigueur le 25 octobre 2012, voir TR/2012-84; article 413 et paragraphe 414(1) en vigueur le 19 juin 2013, article 418 en vigueur le 19 décembre 2013, voir TR/2013-65.]

SECTION 20

Loi sur l'indemnisation des agents de l'État

Modification de la loi

420 [Modification]

421 [Modification]

422 [Modification]

423 [Modification]

424 [Modification]

Disposition transitoire

425 [Disposition transitoire]

Entrée en vigueur

Décret

'426 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Section 20 en vigueur le 13 juin 2014, voir TR/2014-53.]

SECTION 21

Loi sur le Centre de recherches pour le développement international

427 [Modification]

428 [Modification]

429 [Modifications]

430 [Modifications]

431 [Amendment]

431 [Modification]

DIVISION 22

Canada Labour Code

Amendments to the Act

432 [Amendments]

432 [Modifications]

433 [Amendment]

433 [Modification]

434 [Amendment]

434 [Modification]

435 [Amendment]

435 [Modification]

436 [Amendments]

436 [Modifications]

437 [Amendment]

437 [Modification]

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

438 [Transitional Provision]

438 [Disposition transitoire]

439 [Transitional Provision]

439 [Disposition transitoire]

Coming into Force

Entrée en vigueur

Sections 432 and 433

Articles 432 et 433

440 *(1) Sections 432 and 433 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

440 *(1) Les articles 432 et 433 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Sections 432 and 433 not in force.]

* [Note : Articles 432 et 433 non en vigueur.]

Sections 434 to 439

Articles 434 à 439

***(2)** Sections 434 to 439 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

***(2)** Les articles 434 à 439 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Sections 434 to 439 in force July 1, 2014, see SI/2013-49.]

* [Note : Articles 434 à 439 en vigueur le 1^{er} juillet 2014, voir TR/2013-49.]

DIVISION 23

Fair Wages and Hours of Labour Act

SECTION 23

Loi sur les justes salaires et les heures de travail

Repeal

Abrogation

441 [Repeal]

441 [Abrogation]

Transitional Provision

Rights and obligations not affected

442 The repeal of the *Fair Wages and Hours of Labour Act* does not affect any rights or obligations acquired or incurred under a contract or agreement to which that Act applied.

Consequential Amendment to the Campobello-Lubec Bridge Act

443 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***444** This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 23 in force January 1, 2014, see SI/2013-121.]

DIVISION 24

Old Age Security Act

Amendments to the Act

445 [Amendment]

446 [Amendment]

447 [Amendment]

448 [Amendment]

449 [Amendment]

450 [Amendment]

451 [Amendment]

452 [Amendment]

453 [Amendment]

454 [Amendments]

455 [Amendment]

456 [Amendment]

457 [Amendment]

Disposition transitoire

Maintien des droits et obligations

442 L'abrogation de la *Loi sur les justes salaires et les heures de travail* ne porte pas atteinte aux droits ou obligations qui découlent d'un contrat ou d'un accord auxquels cette loi s'appliquait.

Modification corrélative à la Loi relative au pont de Campobello à Lubec

443 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***444** La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Section 23 en vigueur le 1^{er} janvier 2014, voir TR/2013-121.]

SECTION 24

Loi sur la sécurité de la vieillesse

Modification de la loi

445 [Modification]

446 [Modification]

447 [Modification]

448 [Modification]

449 [Modification]

450 [Modification]

451 [Modification]

452 [Modification]

453 [Modification]

454 [Modifications]

455 [Modification]

456 [Modification]

457 [Modification]

458 [Amendment]

458 [Modification]

459 [Amendments]

459 [Modifications]

460 [Amendment]

460 [Modification]

461 [Amendment]

461 [Modification]

462 [Amendment]

462 [Modification]

463 [Amendment]

463 [Modification]

464 [Amendment]

464 [Modification]

465 [Amendment]

465 [Modification]

466 [Amendment]

466 [Modification]

Coming into Force

Order in council

***467 (1)** The provisions of this Division, other than sections 445 to 448, 451, 452, 461, 464 and 465, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

July 1, 2013

(2) Sections 446, 448 and 451 come into force on July 1, 2013.

* [Note: Sections 449, 450 and 453 in force March 1, 2013, see SI/2013-18; section 466 in force April 1, 2014, see SI/2014-31; sections 454 to 458 in force November 27, 2017, see SI/2017-67.]

DIVISION 25

Salaries Act

Amendment to the Act

468 [Amendment]

Consequential Amendments

Access to Information Act

SECTION 25

Loi sur les traitements

Modification de la loi

468 [Modification]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

469 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

470 [Modification]

471 [Modification]

469 [Amendment]

Financial Administration Act

470 [Amendment]

471 [Amendment]

Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
472 [Amendment]	472 [Modification]
DIVISION 26	SECTION 26
Seeds Act	Loi sur les semences
Amendments to the Act	Modification de la loi
473 [Amendments]	473 [Modifications]
474 [Amendment]	474 [Modification]
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
475 [Amendments]	475 [Modifications]
DIVISION 27	SECTION 27
Statutory Instruments Act	Loi sur les textes réglementaires
Amendments to the Act	Modification de la loi
476 [Amendment]	476 [Modification]
477 [Amendment]	477 [Modification]
Coming into Force	Entrée en vigueur
Order in council	Décret
*478 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.	*478 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.
* [Note: Division 27 in force April 1, 2014, see SI/2014-17.]	* [Note: Section 27 en vigueur le 1 ^{er} avril 2014, voir TR/2014-17.]
DIVISION 28	SECTION 28
Investment Canada Act	Loi sur Investissement Canada
479 [Amendment]	479 [Modification]
480 [Amendments]	480 [Modifications]
DIVISION 29	SECTION 29
Customs Act	Loi sur les douanes
481 [Amendment]	481 [Modification]
482 [Amendment]	482 [Modification]

DIVISION 30

Pension Benefits Standards Act, 1985

2010, c. 12, s. 1820(12)

483 Subsections 39(2) and (3) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985* are deemed to have come into force on July 27, 2004.

DIVISION 31

Railway Safety Act

Amendments to the Act

484 [Amendments]

485 [Amendment]

Coming into Force

April 1, 2013

486 This Division comes into force on April 1, 2013.

DIVISION 32

Canadian International Trade Tribunal Act

Amendments to the Act

487 [Amendment]

488 [Amendment]

Coming into Force

February 1, 2014

489 This Division comes into force on February 1, 2014.

SECTION 30

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension

2010, ch. 12, par. 1820(12)

483 Les paragraphes 39(2) et (3) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* sont réputés être entrés en vigueur le 27 juillet 2004.

SECTION 31

Loi sur la sécurité ferroviaire

Modification de la loi

484 [Modifications]

485 [Modification]

Entrée en vigueur

1^{er} avril 2013

486 La présente section entre en vigueur le 1^{er} avril 2013.

SECTION 32

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

Modification de la loi

487 [Modification]

488 [Modification]

Entrée en vigueur

1^{er} février 2014

489 La présente section entre en vigueur le 1^{er} février 2014.

DIVISION 33

International Centre for Human Rights and Democratic Development Act

Amendment to the Act

490 [Amendment]

Interpretation

Definitions

491 In this Division, *Board*, *Centre*, *Chairman*, *director*, *Minister* and *President* have the same meanings as in subsection 2(1) of the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act*.

Closing Out of Affairs

Application

492 Sections 493 to 495 apply despite any provision of the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act*.

Number of directors

493 (1) The Board may consist of fewer than 13 directors.

No appointment by Board

(2) The Board is not permitted to appoint directors under subsection 10(2) of the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act*.

Quorum

(3) Five directors constitute a quorum at any meeting of the Board.

No compensation

(4) Despite the provisions of any contract, agreement or order, no person appointed to hold office as a director, other than the President, has any right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any employee or agent of Her Majesty for ceasing to

SECTION 33

Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Modification de la loi

490 [Modification]

Interprétation

Définitions

491 Dans la présente section, *administrateur*, *Centre*, *conseil*, *ministre*, *président du Centre* et *président du conseil* s'entendent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique*.

Liquidation

Application

492 Les articles 493 à 495 sont applicables malgré toute disposition de la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique*.

Nombre d'administrateurs

493 (1) Le conseil peut être composé d'un nombre d'administrateurs inférieur à treize.

Absence de nomination par le conseil

(2) Le conseil ne peut nommer d'administrateurs en vertu du paragraphe 10(2) de la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique*.

Quorum du conseil

(3) Le quorum, pour les réunions du conseil, est de cinq administrateurs.

Absence de droit à réclamation

(4) Malgré les dispositions de tout contrat, accord ou décret, les personnes nommées au poste d'administrateur, autres que le président du Centre, n'ont aucun droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du Chef du Canada ou de ses employés ou mandataires parce que leur

hold that office or for the abolition of that office by the operation of this Division.

Disposal of assets

494 (1) The Centre is authorized to sell or otherwise dispose of all or substantially all of its assets and do everything necessary for or incidental to closing out its affairs.

Debts and liabilities

(2) The Centre must apply any proceeds from the disposal of its assets in satisfaction of its debts and liabilities.

Directions

(3) The Minister may give directions to the Centre to do anything that in his or her opinion is necessary

(a) in respect of the exercise of its powers under subsection 5(1) of the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act*; and

(b) to sell or otherwise dispose of all or substantially all of its assets, satisfy its debts and liabilities, manage its expenses or otherwise close out its affairs.

Directions binding

(4) The Centre must comply with the directions.

Transfer of records

495 The President must transfer to the Department of Foreign Affairs, Trade and Development the following items, including any electronic versions of them:

(a) the books of account and other financial records, as well as any information that the Centre collected in order to produce them; and

(b) any studies that the Centre has under its control, and any other information that it has collected through research.

2012, c. 19, s. 495; 2013, c. 33, s. 195.

mandat a pris fin ou en raison de l'abolition de leur poste par l'application de la présente section.

Disposition des biens

494 (1) Le Centre peut disposer, notamment par vente, de la totalité ou quasi-totalité de ses biens, et prendre toutes les mesures nécessaires ou liées à la liquidation de ses affaires.

Dettes et engagements

(2) Le Centre emploie le produit de la disposition de ses biens à l'acquittement de ses dettes et engagements.

Directives

(3) Le ministre peut donner des directives enjoignant au Centre de faire quoi que ce soit qui, de l'avis du ministre, est nécessaire :

a) dans le cadre de l'exercice des pouvoirs visés au paragraphe 5(1) de la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique*;

b) pour disposer, notamment par vente, de la totalité ou quasi-totalité de ses biens, acquitter ses dettes et engagements, gérer ses dépenses et prendre toutes les autres mesures nécessaires à la liquidation de ses affaires.

Caractère obligatoire

(4) Le Centre est tenu de se conformer aux directives.

Remise de documents

495 Le président du Centre remet les éléments ci-après — notamment toute version électronique de ceux-ci — au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement :

a) les documents comptables ainsi que les renseignements que le Centre a recueillis dans le but de les produire;

b) les études relevant du Centre, ainsi que les autres renseignements qu'il a recueillis dans le cadre de recherches.

2012, ch. 19, art. 495; 2013, ch. 33, art. 195.

Transitional Provisions

References

496 Every reference to the Centre in a deed, contract or other document executed by the Centre in its own name is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to Her Majesty in right of Canada.

Surplus

497 (1) Any surplus that remains after the satisfaction of the Centre's debts and liabilities belongs to Her Majesty in right of Canada.

Unsatisfied debts and liabilities

(2) Any of the Centre's debts and liabilities that remain unsatisfied on the day on which this subsection comes into force become the debts and liabilities of Her Majesty in right of Canada.

Commencement of legal proceedings

498 (1) Any action, suit or other legal proceeding in respect of an obligation or liability incurred by the Centre may be brought against Her Majesty in right of Canada in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or other legal proceeding had been brought against the Centre.

Continuation of legal proceedings

(2) Any action, suit or other legal proceeding to which the Centre is a party that is pending in a court on the coming into force of this subsection may be continued by or against Her Majesty in right of Canada in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Centre.

Auditor

499 After the closing out of the Centre's affairs, its accounts and financial transactions shall be audited by the Auditor General of Canada, and a report of the audit shall be made to the Minister.

Report to Parliament

500 The Minister shall prepare a report, containing the Centre's financial statements and the Auditor General's report, within four months after this section comes into force, and shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the day on which the report is completed.

Dispositions transitoires

Mentions

496 Sauf indication contraire du contexte, toute mention du Centre dans les contrats, actes ou autres documents que celui-ci a signés en son propre nom vaut mention de Sa Majesté du chef du Canada.

Surplus

497 (1) Tout surplus qui reste après l'acquittement des dettes et engagements du Centre appartient à Sa Majesté du chef du Canada.

Dettes et engagements non acquittés

(2) Toute dette ou tout engagement qui n'est pas acquitté à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe échoit alors à Sa Majesté du chef du Canada.

Poursuites judiciaires nouvelles

498 (1) Toute poursuite judiciaire relative aux obligations contractées ou aux engagements pris par le Centre peut être intentée contre Sa Majesté du chef du Canada devant la juridiction qui aurait compétence pour connaître des poursuites intentées contre le Centre en l'absence de la dissolution de celui-ci.

Instances judiciaires en cours

(2) Sa Majesté du chef du Canada prend la suite du Centre, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie dans les instances judiciaires en cours à l'entrée en vigueur du présent paragraphe et auxquelles le Centre est partie.

Vérificateur général

499 À la suite de la liquidation des affaires du Centre, le vérificateur général du Canada examine les comptes et opérations financières du Centre et en fait rapport au ministre.

Rapport au Parlement

500 Dans les quatre mois suivant l'entrée en vigueur du présent article, le ministre établit un rapport comportant les états financiers du Centre et le rapport du vérificateur général. Une fois le rapport terminé, il le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci.

Consequential Amendments

Access to Information Act

501 [Amendment]

Privacy Act

502 [Amendment]

Public Service Superannuation Act

503 [Amendment]

Repeal

504 [Repeal]

Coming into Force

Order in council

'505 Sections 496 to 504 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 496 to 504 in force July 27, 2012, see SI/2012-61.]

DIVISION 34

Health of Animals Act

Amendments to the Act

506 [Amendment]

507 [Amendment]

508 [Amendment]

509 [Amendment]

510 [Amendment]

511 [Amendments]

512 [Amendments]

513 [Amendment]

514 [Amendment]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

501 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

502 [Modification]

Loi sur la pension de la fonction publique

503 [Modification]

Abrogation

504 [Abrogation]

Entrée en vigueur

Décret

'505 Les articles 496 à 504 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 496 à 504 en vigueur le 27 juillet 2012, voir TR/2012-61.]

SECTION 34

Loi sur la santé des animaux

Modification de la loi

506 [Modification]

507 [Modification]

508 [Modification]

509 [Modification]

510 [Modification]

511 [Modifications]

512 [Modifications]

513 [Modification]

514 [Modification]

Coming into Force

January 1, 2013 or royal assent

515 This Division comes into force on January 1, 2013 or, if it is later, on the day on which this Act receives royal assent.

DIVISION 35

Canada School of Public Service Act

Amendments to the Act

516 [Amendment]

517 [Amendment]

518 [Amendment]

519 [Amendment]

520 [Amendment]

521 [Amendment]

522 [Amendment]

Consequential Amendments to the Financial Administration Act

523 [Amendment]

524 [Amendment]

DIVISION 36

Bank Act

525 [Amendment]

DIVISION 37

Corrections and Conditional Release Act

Amendments to the Act

526 [Amendment]

Entrée en vigueur

1^{er} janvier 2013 ou sanction

515 La présente section entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi.

SECTION 35

Loi sur l'École de la fonction publique du Canada

Modification de la loi

516 [Modification]

517 [Modification]

518 [Modification]

519 [Modification]

520 [Modification]

521 [Modification]

522 [Modification]

Modifications corrélatives à la Loi sur la gestion des finances publiques

523 [Modification]

524 [Modification]

SECTION 36

Loi sur les banques

525 [Modification]

SECTION 37

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

Modification de la loi

526 [Modification]

527 [Amendment]

Transitional Provision

528 [Transitional Provision]

Coordinating Amendments

529 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

'530 Sections 526 to 528 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 526 to 528 in force December 1, 2012, see SI/2012-88.]

527 [Modification]

Disposition transitoire

528 [Disposition transitoire]

Dispositions de coordination

529 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

'530 Les articles 526 à 528 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 526 à 528 en vigueur le 1^{er} décembre 2012, voir TR/2012-88.]

DIVISION 38

Coasting Trade Act

531 [Amendment]

SECTION 38

Loi sur le cabotage

531 [Modification]

DIVISION 39

Status of the Artist Act

Amendments to the Act

532 [Amendments]

533 [Amendment]

534 [Amendment]

535 [Amendments]

536 [Amendments]

537 [Amendment]

538 [Amendment]

539 [Amendment]

540 [Amendment]

541 [Amendment]

542 [Amendments]

543 [Amendments]

SECTION 39

Loi sur le statut de l'artiste

Modification de la loi

532 [Modifications]

533 [Modification]

534 [Modification]

535 [Modifications]

536 [Modifications]

537 [Modification]

538 [Modification]

539 [Modification]

540 [Modification]

541 [Modification]

542 [Modifications]

543 [Modifications]

544 [Amendment]

544 [Modification]

545 [Amendments]

545 [Modifications]

546 [Amendment]

546 [Modification]

547 [Amendment]

547 [Modification]

548 [Amendment]

548 [Modification]

549 [Amendment]

549 [Modification]

550 [Amendment]

550 [Modification]

551 [Amendments]

551 [Modifications]

552 [Amendment]

552 [Modification]

553 [Amendment]

553 [Modification]

554 [Amendment]

554 [Modification]

555 [Amendment]

555 [Modification]

556 [Amendments]

556 [Modifications]

557 [Amendments]

557 [Modifications]

558 [Amendment]

558 [Modification]

559 [Amendment]

559 [Modification]

560 [Amendment]

560 [Modification]

561 [Amendment]

561 [Modification]

562 [Amendment]

562 [Modification]

563 [Amendment]

563 [Modification]

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

564 [Transitional Provision]

564 [Disposition transitoire]

565 [Transitional Provision]

565 [Disposition transitoire]

566 [Transitional Provision]

566 [Disposition transitoire]

567 [Transitional Provision]

567 [Disposition transitoire]

568 [Transitional Provision]

568 [Disposition transitoire]

569 [Transitional Provision]

569 [Disposition transitoire]

570 [Transitional Provision]

570 [Disposition transitoire]

Consequential Amendments

Access to Information Act

571 [Amendment]

Federal Courts Act

572 [Amendment]

Financial Administration Act

573 [Amendment]

574 [Amendment]

575 [Amendment]

Privacy Act

576 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***577 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 39 in force April 1, 2013, see SI/2013-37.]

DIVISION 40

National Round Table on the Environment and the Economy Act

Amendment to the Act

578 [Amendment]

Transitional Provisions

Definition of *Round Table*

579 For the purpose of sections 580 to 585, *Round Table* means the National Round Table on the Environment and the Economy established by section 3 of the *National Round Table on the Environment and the Economy Act*.

Appointments terminated

580 (1) Members of the Round Table appointed under subsection 6(1) or (2) of the *National Round Table on the Environment and the Economy Act*

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

571 [Modification]

Loi sur les Cours fédérales

572 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

573 [Modification]

574 [Modification]

575 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

576 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***577 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Section 39 en vigueur le 1^{er} avril 2013, voir TR/2013-37.]

SECTION 40

Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Modification de la loi

578 [Modification]

Dispositions transitoires

Définition de *Organisme*

579 Aux articles 580 à 585, *Organisme* s'entend de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie constituée par l'article 3 de la *Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie*.

Fin des mandats

580 (1) Le mandat des membres de l'*Organisme* nommés conformément aux paragraphes 6(1) ou (2) de la *Loi sur la Table ronde nationale sur*

Economy Act cease to hold office on the coming into force of this subsection.

No compensation

(2) Despite the provisions of any contract, agreement or order, no person appointed to hold office as a member of the Round Table has any right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any employee or agent of Her Majesty for ceasing to hold that office or for the abolition of that office by the operation of this Division.

References

581 Every reference to the Round Table in a deed, contract, agreement or other document executed by the Round Table in its own name is to be read as a reference to Her Majesty in right of Canada, unless the context requires otherwise.

Surplus

582 Any surplus that remains after the satisfaction of the debts and liabilities of the Round Table on the day on which section 593 comes into force belongs to Her Majesty in right of Canada.

Unsatisfied debts and liabilities

583 Any debts and liabilities of the Round Table that remain unsatisfied on the day on which section 593 comes into force become the debts and liabilities of Her Majesty in right of Canada.

Commencement of legal proceedings

584 Any action, suit or other legal proceeding in respect of an obligation or liability incurred by the Round Table may be brought against Her Majesty in right of Canada in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or other legal proceeding had been brought against the Round Table.

Continuation of legal proceedings

585 Any action, suit or other legal proceeding to which the Round Table is a party that is pending in any court immediately before the day on which section 593 comes into force may be continued by or against Her Majesty in right of Canada in like manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Round Table.

l'environnement et l'économie prend fin à l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

Absence de droit à réclamation

(2) Malgré les dispositions de tout contrat, accord ou décret, les personnes nommées membres de l'Organisme n'ont aucun droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses employés ou mandataires parce que leur mandat a pris fin ou en raison de l'abolition de leur poste par application de la présente section.

Renvois

581 Sauf indication contraire du contexte, dans les contrats, accords, ententes, actes et autres documents signés par l'Organisme sous son nom, toute mention de l'Organisme vaut mention de Sa Majesté du chef du Canada.

Surplus

582 À la date d'entrée en vigueur de l'article 593, tout surplus qui reste après l'acquittement des dettes et engagements de l'Organisme appartient à Sa Majesté du chef du Canada.

Dettes et engagements non acquittés

583 À la date d'entrée en vigueur de l'article 593, toute dette ou tout engagement de l'Organisme qui n'est pas acquitté devient une dette ou un engagement de Sa Majesté du chef du Canada.

Procédures judiciaires nouvelles

584 Les procédures judiciaires portant sur des obligations de l'Organisme peuvent être intentées contre Sa Majesté du chef du Canada devant tout tribunal qui aurait connu des procédures intentées contre l'Organisme.

Procédures en cours devant les tribunaux

585 Sa Majesté du chef du Canada prend la suite de l'Organisme, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, dans les procédures judiciaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'article 593 et auxquelles l'Organisme est partie.

Consequential Amendments

Access to Information Act

586 [Amendment]

Financial Administration Act

587 [Amendment]

588 [Amendment]

589 [Amendment]

Privacy Act

590 [Amendment]

Public Service Superannuation Act

591 [Amendment]

Public Sector Compensation Act

592 [Amendment]

Repeal

593 [Repeal]

Coming into Force

Order in council

'594 Sections 579 to 593 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 579 to 593 in force April 1, 2013, see SI/2013-36.]

DIVISION 41

Telecommunications Act

Amendments to the Act

595 [Amendments]

596 [Amendment]

597 [Amendment]

598 [Amendment]

599 [Amendment]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

586 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

587 [Modification]

588 [Modification]

589 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

590 [Modification]

Loi sur la pension de la fonction publique

591 [Modification]

Loi sur la rémunération du secteur public

592 [Modification]

Abrogation

593 [Abrogation]

Entrée en vigueur

Décret

'594 Les articles 579 à 593 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 579 à 593 en vigueur le 1^{er} avril 2013, voir TR/2013-36.]

SECTION 41

Loi sur les télécommunications

Modification de la loi

595 [Modifications]

596 [Modification]

597 [Modification]

598 [Modification]

599 [Modification]

600 [Amendment]

Coordinating Amendments

601 [Amendments]

DIVISION 42

Employment Equity Act

602 [Amendment]

DIVISION 43

Employment Insurance Act

Amendments to the Act

603 [Amendments]

604 [Amendment]

605 [Amendment]

606 [Amendment]

607 [Amendment]

608 [Amendments]

609 (1) [Amendment]

(2) [Repealed, 2013, c. 40, s. 139]

(3) to (5) [Amendments]

(6) [Repealed, 2013, c. 40, s. 139]

(7) [Amendment]

610 (1) [Amendment]

(2) [Repealed, 2013, c. 40, s. 140]

611 (1) [Amendment]

(2) [Repealed, 2013, c. 40, s. 141]

612 [Amendments]

613 [Amendment]

614 [Amendments]

615 [Amendments]

600 [Modification]

Dispositions de coordination

601 [Modifications]

SECTION 42

Loi sur l'équité en matière d'emploi

602 [Modification]

SECTION 43

Loi sur l'assurance-emploi

Modification de la loi

603 [Modifications]

604 [Modification]

605 [Modification]

606 [Modification]

607 [Modification]

608 [Modifications]

609 (1) [Modification]

(2) [Abrogé, 2013, ch. 40, art. 139]

(3) à (5) [Modifications]

(6) [Abrogé, 2013, ch. 40, art. 139]

(7) [Modification]

610 (1) [Modification]

(2) [Abrogé, 2013, ch. 40, art. 140]

611 (1) [Modification]

(2) [Abrogé, 2013, ch. 40, art. 141]

612 [Modifications]

613 [Modification]

614 [Modifications]

615 [Modifications]

Transitional Provision

616 [Transitional Provision]

Consequential Amendments to the Canada Employment Insurance Financing Board Act

617 [Amendment]

618 [Amendments]

Coming into Force

April 7, 2013

619 (1) Section 604 and subsections 608(2) and (3) come into force on April 7, 2013.

Order in council

'(2) Sections 605 and 607 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 605 and 607 in force January 6, 2013, see SI/2012-98.]

(3) [Repealed, 2013, c. 40, s. 142]

2012, c. 19, s. 619, c. 31, s. 451; 2013, c. 40, s. 142.

DIVISION 44

Customs Tariff

Amendments to the Act

620 [Amendment]

621 [Amendment]

622 [Amendment]

623 [Amendment]

624 [Amendment]

Coming into Force

March 30, 2012

625 (1) Sections 620 and 621 are deemed to have come into force on March 30, 2012.

June 1, 2012

(2) Sections 622 to 624 come into force on June 1, 2012.

Disposition transitoire

616 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives à la Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada

617 [Modification]

618 [Modifications]

Entrée en vigueur

7 avril 2013

619 (1) L'article 604 et les paragraphes 608(2) et (3) entrent en vigueur le 7 avril 2013.

Décret

'(2) Les articles 605 et 607 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 605 et 607 en vigueur le 6 janvier 2013, voir TR/2012-98.]

(3) [Abrogé, 2013, ch. 40, art. 142]

2012, ch. 19, art. 619, ch. 31, art. 451; 2013, ch. 40, art. 142.

SECTION 44

Tarif des douanes

Modification de la loi

620 [Modification]

621 [Modification]

622 [Modification]

623 [Modification]

624 [Modification]

Entrée en vigueur

30 mars 2012

625 (1) Les articles 620 et 621 sont réputés être entrés en vigueur le 30 mars 2012.

1^{er} juin 2012

(2) Les articles 622 à 624 entrent en vigueur le 1^{er} juin 2012.

DIVISION 45

Canada Marine Act

626 [Amendment]

DIVISION 46

First Nations Land Management Act

627 [Amendment]

628 [Amendment]

629 [Amendment]

630 [Amendments]

631 [Amendment]

632 [Amendment]

633 [Amendment]

634 [Amendment]

635 [Amendment]

636 [Amendment]

637 [Amendment]

638 [Amendment]

639 [Amendment]

640 [Amendment]

641 [Amendment]

642 [Amendment]

643 [Amendment]

644 [Amendment]

645 [Amendment]

646 [Amendment]

647 [Amendment]

648 [Amendment]

649 [Amendment]

SECTION 45

Loi maritime du Canada

626 [Modification]

SECTION 46

Loi sur la gestion des terres des premières nations

627 [Modification]

628 [Modification]

629 [Modification]

630 [Modifications]

631 [Modification]

632 [Modification]

633 [Modification]

634 [Modification]

635 [Modification]

636 [Modification]

637 [Modification]

638 [Modification]

639 [Modification]

640 [Modification]

641 [Modification]

642 [Modification]

643 [Modification]

644 [Modification]

645 [Modification]

646 [Modification]

647 [Modification]

648 [Modification]

649 [Modification]

650 [Amendment]

650 [Modification]

651 [Amendment]

651 [Modification]

652 [Amendments]

652 [Modifications]

DIVISION 47

Canada Travelling Exhibitions
Indemnification Act

653 [Amendment]

SECTION 47

Loi sur l'indemnisation au Canada en
matière d'expositions itinérantes

653 [Modification]

DIVISION 48

Canadian Air Transport Security
Authority Act

654 [Amendment]

SECTION 48

Loi sur l'Administration canadienne de
la sûreté du transport aérien

654 [Modification]

655 [Amendment]

655 [Modification]

DIVISION 49

First Nations Fiscal and Statistical
Management Act

SECTION 49

Loi sur la gestion financière et
statistique des premières nations

Amendments to the Act

Modification de la loi

656 [Amendment]

656 [Modification]

657 [Amendments]

657 [Modifications]

658 [Amendment]

658 [Modification]

659 [Amendments]

659 [Modifications]

660 [Amendment]

660 [Modification]

661 [Amendments]

661 [Modifications]

662 [Amendment]

662 [Modification]

663 [Amendment]

663 [Modification]

664 [Amendment]

664 [Modification]

665 [Amendment]

665 [Modification]

666 [Amendment]

666 [Modification]

Transitional Provisions

667 [Transitional Provision]

668 [Transitional Provision]

669 [Transitional Provision]

670 [Transitional Provision]

671 [Transitional Provision]

672 [Transitional Provision]

673 [Transitional Provision]

Consequential Amendments

Access to Information Act

674 [Amendment]

675 [Amendment]

Financial Administration Act

676 [Amendment]

Indian Act

677 [Amendment]

678 [Amendment]

Privacy Act

679 [Amendment]

Westbank First Nation Self-Government Act

680 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

'681 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 49 in force April 1, 2013, see SI/2013-38.]

Dispositions transitoires

667 [Disposition transitoire]

668 [Disposition transitoire]

669 [Disposition transitoire]

670 [Disposition transitoire]

671 [Disposition transitoire]

672 [Disposition transitoire]

673 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

674 [Modification]

675 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

676 [Modification]

Loi sur les Indiens

677 [Modification]

678 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

679 [Modification]

Loi sur l'autonomie gouvernementale de la première nation de Westbank

680 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

'681 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Section 49 en vigueur le 1^{er} avril 2013, voir TR/2013-38.]

DIVISION 50

[Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 297]

682 [Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 297]

683 [Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 297]

684 [Repealed, 2017, c. 20, s. 297]

DIVISION 51

Repeal of the Department Of Social Development Act

Repeal

685 [Repeal]

National Council of Welfare

National Council of Welfare

686 (1) Members of the National Council of Welfare cease to hold office on the coming into force of this subsection.

Former members not entitled to relief

(2) Despite the provisions of any contract, agreement or order, no person appointed to hold office as a member of the National Council of Welfare has any right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any employee or agent of Her Majesty for ceasing to hold that office or for the abolition of that office by the operation of this Division.

Related Amendment to the Department of Human Resources and Skills Development Act

687 [Amendment]

SECTION 50

[Abrogée avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 297]

682 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 297]

683 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 297]

684 [Abrogé, 2017, ch. 20, art. 297]

SECTION 51

Abrogation de la Loi sur le ministère du Développement social

Abrogation

685 [Abrogation]

Conseil national du bien-être social

Fin des mandats

686 (1) Le mandat des membres du Conseil national du bien-être social prend fin à l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

Absence de droit à réclamation

(2) Malgré les dispositions de tout contrat, accord ou décret, les personnes nommées membres du Conseil national du bien-être social n'ont aucun droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses employés ou mandataires parce que leur mandat a pris fin ou en raison de l'abolition de leur poste par application de la présente section.

Modifications connexes à la Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

687 [Modification]

Consequential Amendments

Financial Administration Act

688 [Amendment]

689 [Amendment]

Salaries Act

690 [Amendment]

691 [Amendment]

Income Tax Act

692 [Amendment]

Public Sector Compensation Act

693 [Amendment]

Terminology Changes

694 [Amendments]

695 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

'696 Sections 685 to 695 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 686 in force July 27, 2012, see SI/2012-61; sections 685 and 687 to 695 in force March 1, 2013, see SI/2013-17.]

DIVISION 52

Wage Earner Protection Program Act

Amendment to the Act

697 [Amendment]

Coming into Force

December 15, 2011

698 This Division is deemed to have come into force on December 15, 2011.

Modifications corrélatives

Loi sur la gestion des finances publiques

688 [Modification]

689 [Modification]

Loi sur les traitements

690 [Modification]

691 [Modification]

Loi de l'impôt sur le revenu

692 [Modification]

Loi sur la rémunération du secteur public

693 [Modification]

Nouvelle terminologie

694 [Modifications]

695 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

'696 Les articles 685 à 695 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Article 686 en vigueur le 27 juillet 2012, voir TR/2012-61; articles 685 et 687 à 695 en vigueur le 1^{er} mars 2013, voir TR/2013-17.]

SECTION 52

Loi sur le Programme de protection des salariés

Modification de la loi

697 [Modification]

Entrée en vigueur

15 décembre 2011

698 La présente section est réputée être entrée en vigueur le 15 décembre 2011.

DIVISION 53

Kyoto Protocol Implementation Act

699 [Repeal]

DIVISION 54

Immigration and Refugee Protection Act

Amendments to the Act

700 [Amendment]

701 [Amendment]

702 [Amendment]

703 [Amendment]

704 [Amendment]

705 [Amendment]

706 [Amendments]

707 [Amendment]

708 [Amendment]

Amendment to the Budget Implementation Act, 2008

709 [Amendment]

Coordinating Amendments

710 [Amendments]

DIVISION 55

Shared Services Canada

Shared Services Canada Act

Enactment of Act

711 *The Shared Services Canada Act is enacted as follows:*

[See Shared Services Canada Act]

SECTION 53

Loi de mise en œuvre du Protocole de Kyoto

699 [Abrogation]

SECTION 54

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

Modification de la loi

700 [Modification]

701 [Modification]

702 [Modification]

703 [Modification]

704 [Modification]

705 [Modification]

706 [Modifications]

707 [Modification]

708 [Modification]

Modification de la Loi d'exécution du budget de 2008

709 [Modification]

Dispositions de coordination

710 [Modifications]

SECTION 55

Services partagés Canada

Loi sur Services partagés Canada

Édiction de la loi

711 *Est édictée la Loi sur Services partagés Canada, dont le texte suit :*

[Voir la Loi sur Services partagés Canada]

Consequential Amendment to the Department of Public Works and Government Services Act

712 [Amendment]

DIVISION 56

Assisted Human Reproduction Act

Amendments to the Act

713 [Amendments]

714 [Amendment]

715 [Amendment]

716 [Amendment]

717 [Amendment]

718 [Amendment]

719 [Amendments]

720 [Amendment]

721 [Amendment]

722 [Amendment]

723 [Amendment]

724 [Amendment]

725 [Amendments]

726 [Amendment]

727 [Amendment]

728 [Amendments]

729 [Amendment]

730 [Amendment]

731 [Amendment]

732 [Amendment]

733 [Amendment]

734 [Amendment]

Modification corrélative à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

712 [Modification]

SECTION 56

Loi sur la procréation assistée

Modification de la loi

713 [Modifications]

714 [Modification]

715 [Modification]

716 [Modification]

717 [Modification]

718 [Modification]

719 [Modifications]

720 [Modification]

721 [Modification]

722 [Modification]

723 [Modification]

724 [Modification]

725 [Modifications]

726 [Modification]

727 [Modification]

728 [Modifications]

729 [Modification]

730 [Modification]

731 [Modification]

732 [Modification]

733 [Modification]

734 [Modification]

735 [Amendment]

735 [Modification]

736 [Amendment]

736 [Modification]

737 [Amendments]

737 [Modifications]

738 [Amendment]

738 [Modification]

739 [Amendment]

739 [Modification]

Coming into Force of a Provision of the Assisted Human Reproduction Act

Entrée en vigueur d'une disposition de la Loi sur la procréation assistée

Royal assent

740 Despite section 78 of the *Assisted Human Reproduction Act*, section 44 of that Act, as amended by section 725 of this Act, comes into force on the day on which this Act receives royal assent.

Sanction royale

740 Malgré l'article 78 de la *Loi sur la procréation assistée*, l'article 44 de cette loi, dans sa version modifiée par l'article 725 de la présente loi, entre en vigueur à la date de sanction de la présente loi.

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

741 [Transitional Provision]

741 [Disposition transitoire]

742 [Transitional Provision]

742 [Disposition transitoire]

743 [Transitional Provision]

743 [Disposition transitoire]

744 [Transitional Provision]

744 [Disposition transitoire]

745 [Transitional Provision]

745 [Disposition transitoire]

Consequential Amendments

Modifications corrélatives

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

746 [Amendment]

746 [Modification]

747 [Amendment]

747 [Modification]

Financial Administration Act

Loi sur la gestion des finances publiques

748 [Amendments]

748 [Modifications]

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

749 [Amendment]

749 [Modification]

Public Service Superannuation Act

Loi sur la pension de la fonction publique

750 [Amendment]

750 [Modification]

Library and Archives of Canada Act

Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada

751 [Amendment]

Human Pathogens and Toxins Act

751 [Modification]

752 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

753 *(1) Sections 715 and 716, or any provision enacted by section 716, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 715 and 716 in force February 4, 2020, see SI/2019-37.]

Order in council

***(2) Subsection 713(2) and sections 721 to 723, 726 and 741 to 751 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Subsection 713(2) and sections 721 to 723, 726 and 741 to 751 in force September 30, 2012, see SI/2012-75.]

Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines

752 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

753 *(1) Les articles 715 et 716, ou telle des dispositions édictées par l'article 716, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 715 et 716 en vigueur le 4 février 2020, voir TR/2019-37.]

Décret

***(2) Le paragraphe 713(2) et les articles 721 à 723, 726 et 741 à 751 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Paragraphe 713(2) et articles 721 à 723, 726 et 741 à 751 en vigueur le 30 septembre 2012, voir TR/2012-75.]

SCHEDULE

(Section 52)

[See *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*]

ANNEXE

(article 52)

[Voir la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*]

RELATED PROVISIONS

— 2012, c. 31, s. 177

Ministerial authorizations

177 (1) An authorization issued by the Minister under section 32 or subsection 35(2) of the *Fisheries Act* as it existed before June 29, 2012, or under paragraph 32(2)(c) or paragraph 35(2)(b) of the *Fisheries Act* as it existed before the coming into force of subsection 142(2) of the *Jobs, Growth and Long-term Prosperity Act*, and that is still valid on the day on which that subsection 142(2) comes into force, is deemed to be an authorization issued by the Minister under paragraph 35(2)(b) of the *Fisheries Act* after that coming into force.

Amendment

(2) On the request of the holder of an authorization referred to in subsection (1) that is made within 90 days after the day on which subsection 142(2) of the *Jobs, Growth and Long-term Prosperity Act* comes into force, the Minister must examine the authorization, and the Minister may, within 210 days after the day on which that subsection 142(2) comes into force, confirm or amend the authorization or, if the Minister is of the opinion that the holder no longer needs an authorization, cancel it.

Conditions of authorizations

(3) Paragraph 40(3)(a) of the *Fisheries Act* does not apply to the holder of an authorization referred to in subsection (1) until 90 days after the day on which subsection 142(2) of the *Jobs, Growth and Long-term Prosperity Act* comes into force. However, if the holder makes a request under subsection (2), then that paragraph does not apply to that holder until the day on which that holder receives notice of the Minister's decision to confirm, amend or cancel the authorization or until 210 days after the day on which that subsection 142(2) comes into force, whichever is earlier.

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2012, ch. 31, art. 177

Autorisation ministérielle

177 (1) Toute autorisation donnée par le ministre au titre de l'article 32 ou du paragraphe 35(2) de la *Loi sur les pêches* dans sa version avant le 29 juin 2012 ou au titre de l'alinéa 32(2)c ou 35(2)b de cette loi dans sa version avant l'entrée en vigueur du paragraphe 142(2) de la *Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable* et encore valide à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 142(2) est réputée être une autorisation donnée par le ministre au titre de l'alinéa 35(2)b de la *Loi sur les pêches* après l'entrée en vigueur de ce paragraphe 142(2).

Examen

(2) Sur demande du titulaire d'une autorisation visée au paragraphe (1) et présentée dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur du paragraphe 142(2) de la *Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable*, le ministre examine l'autorisation et peut, dans les deux cent dix jours suivant cette date d'entrée en vigueur, la confirmer, la modifier ou, s'il est d'avis qu'une telle autorisation n'est plus requise, l'annuler.

Condition

(3) L'alinéa 40(3)a de la *Loi sur les pêches* ne s'applique pas au titulaire d'une autorisation visée au paragraphe (1) dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur du paragraphe 142(2) de la *Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable*. Toutefois, si une demande a été présentée au titre du paragraphe (2), cet alinéa ne s'applique pas au titulaire jusqu'au jour où il reçoit la décision du ministre confirmant, modifiant ou annulant l'autorisation ou jusqu'au deux cent dixième jour suivant la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 142(2), le premier en date étant à retenir.